

L. Trotsky

*Œuvres* – Juin 1935

## A la veille du 7<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste

7 juin 1935

*Biulleten Oppositsii*, n° 44, juillet 1935. *New Militant*, 27 juillet 1935. Le 7<sup>e</sup> congrès de l'I.C. allait enfin se tenir à Moscou, du 25 juillet au 21 août 1935. Traduit ici du russe.

Il semble que le 7<sup>e</sup> congrès mondial va tout de même se réunir après un intervalle de sept années (c'est du moins ce qu'annonce un communiqué du journal russe-blanc de Paris).

On peut l'affirmer en toute certitude : si notre organisation n'existait pas, si le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale n'avait pas été déployé, s'il n'y avait pas eu les derniers succès de nos amis français, la III<sup>e</sup> Internationale en serait encore à attendre son 7<sup>e</sup> congrès.

De même que le dernier congrès du parti socialiste français<sup>1</sup>, le 7<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste tournera essentiellement, sinon exclusivement, autour de la question des bolcheviks-léninistes et de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Après la victoire de Hitler, nous avons constaté la mort politique de la III<sup>e</sup> Internationale. Mais l'exemple de la II<sup>e</sup> Internationale prouve que, pour les organisations politiques ayant une base de masse, la fin - dans le sens de l'arrêt du développement progressif - ne coïncide pas avec la fin de la volonté de survivre en tant qu'organisation. En dépit de sa pitoyable faillite, la III<sup>e</sup> Internationale conserve, avec l'Union soviétique, une réserve immense, qui peut, à elle seule, lui assurer de grandes possibilités, non seulement pour continuer à végéter politiquement, mais encore pour commettre bien des crimes contre le prolétariat mondial. Toute la question est de savoir si la bureaucratie soviétique a encore besoin de la III<sup>e</sup> Internationale.

De ce point de vue, la bureaucratie soviétique se trouve devant une contradiction aiguë. Sa politique actuelle - notamment sa politique internationale, qui joue un rôle toujours plus décisif - fait que l'I.C. constitue pour elle plus un obstacle qu'une aide. Mais si l'I.C. disparaît, sa place sera aussitôt occupée par la IV<sup>e</sup> Internationale, et cela signifierait la faillite idéologique complète de Staline et de sa clique, la banqueroute éclatante de toutes les falsifications et de toutes les constructions mensongères sur lesquelles est bâtie la ligne générale. Cela pourrait ne pas effrayer Staline à une seule condition : s'il était prêt à apparaître en Bonaparte conséquent, c'est-à-dire à rompre ouvertement avec la tradition d'Octobre et à s'affubler d'une couronne. Aussi favorables que soient les conditions « idéologiques » et politiques pour un coup d'Etat ouvertement bonapartiste, le fait de s'engager dans cette voie comporte un risque trop grand. Le prolétariat soviétique est en tout cas un facteur historique infiniment plus déterminé et ferme que ne l'était au début du siècle dernier la petite bourgeoisie française, et, par conséquent, la tradition bolchévique a beaucoup plus de poids aujourd'hui que n'en avait à cette époque la tradition jacobine. Staline doit s'en tenir aux apparences du bolchevisme, et c'est pourquoi, étant donné le danger que représente la IV<sup>e</sup> Internationale, il est obligé de convoquer le 7<sup>e</sup> congrès mondial.

La guerre constituera évidemment la question principale à l'ordre du jour. A ce sujet, il faut s'attendre à une retraite tactique. Staline n'avait certainement pas prévu les réactions extrêmement défavorables à sa célèbre déclaration<sup>2</sup>. Les dirigeants du parti français se sont rendus à Moscou dans un état proche de la panique. Léon Blum leur a donné une bonne leçon - il ne faut pas dépenser maintenant toute sa poudre patriotique, sinon, au début de la guerre, on se trouvera désarmé moralement et politiquement. Les staliniens ont déjà refusé de voter les crédits militaires à la Chambre. Pour quel motif ? Il y a des officiers fascistes dans l'armée. L'armée impérialiste doit être une armée démocratique populaire, c'est-à-dire qu'elle doit correspondre aux principes du « Front populaire » (rappelons-nous que les discours de Noske au Reichstag, concernant l'attitude vis-à-vis de la guerre des Hohenzollern, étaient du même ton). C'est à peu près dans ce sens que seront rédigées les résolutions du 7<sup>e</sup> congrès. Elles diront à peu près ceci : « Il ne faut pas, dès maintenant, soutenir ouvertement l'impérialisme français, tchécoslovaque, etc., mais préparer progressivement et prudemment les ouvriers à la défense de l'impérialisme au moment de la guerre. » En d'autres termes, la stratégie défaitiste, qui est conforme aux enseignements les plus élémentaires du marxisme, est remplacée pour un temps par la stratégie de l'épuisement. Si, pourtant, Staline réussit à faire ce qu'il a déclaré dans le communiqué, nous ne pourrions que lui en être reconnaissants. Ce serait un trop beau cadeau, pour le prolétariat et pour nous.

On peut être certain qu'aucun des « dirigeants » en service commandé n'aura le courage de poser au congrès une question sur le sort de Zinoviev. Sur les six congrès qui se sont tenus dans l'histoire de l'I.C., Zinoviev en a présidé cinq. Maintenant, il est en prison pour avoir voulu, prétend-on, restaurer le capitalisme au moyen d'actes terroristes dirigés contre la bureaucratie soviétique. Dans ce destin personnel s'exprime clairement le retournement inouï opéré par la bureaucratie soviétique. Mais un Cachin ou Pieck quelconques<sup>3</sup> peuvent-ils s'intéresser à cela ? Aussi longtemps qu'ils conservent leurs postes et leurs salaires, il leur est bien égal que Zinoviev préside le congrès ou qu'il soit en prison comme contre-révolutionnaire. Nous devons, nous, poser la question du sort de Zinoviev, particulièrement en liaison avec le 7<sup>e</sup> congrès.

Qui prononcera cette fois les grands discours et rédigera les grandes résolutions ? Manuisky et Kuusinen sont sur le déclin. Ne sera-ce pas Béla Kun ? Il est l'homme qui convient, surtout si l'on se souvient de la célèbre intervention de

<sup>1</sup> Cette allusion ne peut que viser le congrès de Mulhouse de la S.F.I.O., qui s'ouvrit le 9 juin. Cela laisse supposer que Trotsky retoucha son texte plusieurs jours après l'avoir daté.

<sup>2</sup> Allusion au communiqué commun lu par Pierre Laval dans lequel Staline disait approuver la politique de défense nationale du gouvernement français.

<sup>3</sup> Wilhelm PIECK (1876-1960) avait été l'un des proches compagnons de Rosa Luxemburg et des fondateurs du K.P.D. Longtemps lié aux « droitières » dans ce parti, il avait fait en 1929 une autocritique complète. Depuis, exactement comme Marcel Cachin - le rapprochement des deux noms n'est pas fortuit sous la plume de Trotsky -, il avait accepté sans broncher tous les virages de la politique de l'I.C. De même que Marcel Cachin pouvait à chaque instant se voir reprocher sa ligne et son rôle pendant la première guerre mondiale (mission auprès de Mussolini pour le décider à mener campagne pour l'entrée en guerre de l'Italie), de même Pieck risquait de voir reprendre contre lui des accusations lancées par le chef des Corps-Francis qui avait arrêté Liebknecht et Luxemburg en même temps que lui et avait fait assassiner les deux premiers.

Lénine à un plénum de l'exécutif à la veille du 3<sup>e</sup> congrès. Cette intervention était presque tout entière consacrée à Béla Kun et son leitmotiv était la brève formule des « bélakuneries »<sup>4</sup>. Ce n'est pas par hasard si l'Internationale en est arrivée à Béla Kun<sup>5</sup>.

Dimitrov est l'autre candidat. Sa carrière actuelle, parfaitement inattendue, est exclusivement fondée sur son comportement face au tribunal fasciste<sup>6</sup>. Nous l'avons tous applaudi - surtout en le comparant à celui du président de la fraction parlementaire stalinienne, Torgler<sup>7</sup>. Mais il ne faut rien exagérer. Les révolutionnaires russes, pas seulement les bolcheviks, mais aussi, par exemple, les terroristes socialistes-révolutionnaires, se conduisaient avec dignité et courage devant les tribunaux du tsar. C'était la règle, et pas l'exception. On méprisait les lâches, mais on n'admirait pas les courageux. Qu'on ait fait de Dimitrov un demi-dieu à cause de son attitude courageuse face au tribunal, c'est tout à fait caractéristique du niveau moral de l'Internationale communiste. Dimitrov, en tout cas, n'a jamais ni recherché ni trouvé aucune occasion de s'exprimer en marxiste, en bolchevik, contre la ligne générale stalinienne. Il a participé à l'ensemble de la scandaleuse politique des épigones, à toutes ses étapes, et il en porte l'entière responsabilité.

Nous prendrons position en temps utile sur les résolutions du congrès.

---

<sup>4</sup> Littéralement « les bêtises de Béla Kun » ; traduction libre quant à la forme, mais conforme au fond (N.d.T.).

<sup>5</sup> Béla Kun, membre du « petit bureau » de l'I.C., avait endossé une grande responsabilité dans la politique aventuriste du K.P.D. au cours de l'« action de mars » de 1921, qui s'était terminée par un désastre pour ce parti, et dans la propagande ultérieure de la « théorie de l'offensive », résurgence dans l'I.C. d'un certain « putschisme » que Lénine combattit avec la dernière énergie.

<sup>6</sup> Gueorgui DIMITROV (1882-1949) militant social-démocrate du parti des *tesnjaki* avant la guerre et secrétaire de sa centrale syndicale, avait été l'un des dirigeants du P.C. bulgare avant d'être affecté à l'appareil de l'I.C. Il était à Berlin en 1933 secrétaire pour l'Europe occidentale quand il fut arrêté et inculpé dans l'affaire de l'incendie du Reichstag. Jugé à Leipzig, il s'était transformé en accusateur. Il avait été ultérieurement autorisé à regagner l'U.R.S.S.

<sup>7</sup> Ernst TORGLER (1893-1963) était venu au K.P.D. en 1920 avec la majorité du parti social-démocrate indépendant. Il avait été élu député en 1924, chef de la fraction parlementaire en 1929. En 1933, il s'était livré de son plein gré à la police pour se justifier des accusations lancées contre lui dans l'affaire de l'incendie du Reichstag. Il n'avait pas eu au procès une attitude très courageuse. Il fut exclu du K.P.D. en 1935 - alors qu'il était détenu dans un camp de concentration - pour s'être livré à la police, pour n'avoir pas défendu au procès la « ligne du parti » et pour avoir accepté les services d'un avocat nazi.

## **Refus d'être candidat à Edinburgh**

**7 juin 1935**

---

*Spartacus*, 17 juillet 1935. Lettre traduite de l'anglais. Les étudiants de l'université d'Edinburgh avaient écrit à Trotsky pour lui proposer d'être leur candidat aux élections pour le poste de recteur de leur université.

---

Messieurs,

Je vous suis très reconnaissant de votre proposition si inattendue et si flatteuse de me présenter comme candidat pour le rectorat de votre université. La liberté que vous manifestez à l'égard de toutes considérations nationalistes constitue un grand tribut pour l'état d'esprit des étudiants d'Edinburgh.

J'apprécie d'autant plus votre confiance que, comme vous le dites vous-mêmes, vous n'êtes pas influencés par le refus du gouvernement britannique de m'accorder un visa. Je ne pense pas néanmoins avoir le droit d'accepter votre proposition. Les élections au poste de recteur, dites-vous, sont faites sur une base non politique, et votre lettre elle-même est signée de représentants de toutes les tendances politiques. Mais j'occupe moi-même une position politique trop définie ; toute mon activité a été et demeure consacrée à la libération révolutionnaire du prolétariat du joug du capital. Je n'ai aucun autre droit à des postes responsables. Je considérerais donc comme une faute grave vis-à-vis de la classe ouvrière et une déloyauté à votre égard que d'apparaître sur une tribune quelconque sans le drapeau bolchevique. Je ne doute pas que vous trouverez un candidat qui soit plus en conformité avec les traditions de votre université.

Je vous souhaite de tout mon cœur les plus grands succès dans votre travail.

## **Pour résider en Norvège**

**7 juin 1935**

---

Trygve LIE, *Oslo-Moskva-London*, p. 61. Retraduit du norvégien. Prévenu par Walter Held de l'intention du gouvernement norvégien de lui accorder un visa de séjour, Trotsky avait pris ses dispositions. Mais, ne voyant rien venir, il se décidait à télégraphier au ministre de la justice, Trygve LIE (1896-1968), un avocat qui avait été jusqu'en 1935 le conseiller juridique du D.N.A. dont il était par ailleurs militant.

---

J'ai l'honneur de solliciter la permission de résider à Kristiansand ou environs pour ma femme et moi-même en vue repos et traitement médical. Je demande très respectueusement que vous télégraphiez votre acceptation au consulat à Paris.

## Lettre ouverte aux ouvriers français

10 juin 1935

---

Publiée en tract et dans *la Vérité*, n° 243, du 21 juin 1935 avec en sous-titre : « La trahison de Staline et la Révolution mondiale ».

---

Chers camarades,

Je quitte aujourd'hui la France et cette circonstance me donne, enfin, la chance de m'expliquer ouvertement devant vous : tant que je restais sur le sol français, j'étais condamné au silence.

Il y a deux ans, le gouvernement « de gauche » Daladier, dans sa lune de miel, me permit de me fixer en France avec les mêmes droits, paraît-il, que les autres étrangers. En fait, il me fut interdit de vivre à Paris, et je me suis immédiatement trouvé sous la surveillance de la police. Peu de temps après le 6 février 1934, le ministre de l'intérieur, Albert Sarraut, après une campagne enragée de la presse, signa un décret m'expulsant de France. Il ne se trouva pas, pourtant, de gouvernement étranger qui consentît à m'accepter. C'est la seule raison pour laquelle le décret d'expulsion n'était pas venu jusqu'à maintenant à exécution. Il me fut prescrit par la sûreté nationale de me fixer dans un département déterminé, dans un petit village, sous la stricte surveillance de la police. Dans ma dernière année de vie en France, je fus plus coupé du monde extérieur que lorsque je vivais dans l'île de Prinkipo, en Turquie, sous l'œil de la police de Kemal-Pacha. Le visa du gouvernement radical était ainsi devenu à sa manière un piège.

Loin de moi la pensée de me plaindre du gouvernement de la III<sup>e</sup> République. Les ministres les plus « démocrates », tout comme les plus réactionnaires, ont pour tâche de sauvegarder l'esclavage capitaliste. J'appartiens au parti révolutionnaire qui se donne pour but de renverser le capitalisme. De cet antagonisme irréductible découle inévitablement la lutte, avec toutes ses conséquences. Il n'y a là aucun motif de se plaindre !

Si je me permets, cependant, de retenir votre attention sur une question aussi mince que les conditions de ma vie en France, c'est seulement parce que cet épisode est lié d'une façon très étroite à la politique de l'Internationale communiste, qui est maintenant devenue le principal obstacle sur la voie historique du prolétariat.

Il y a deux ans, *l'Humanité* répétait chaque jour : « Le fasciste Daladier a fait appeler le social-fasciste Trotsky en France, pour organiser, avec son aide, l'intervention militaire contre l'U.R.S.S. ». Il s'est trouvé des gens assez nombreux, honnêtes, mais naïfs et ignorant, qui crurent à cette absurdité, comme au printemps de 1917, des millions de paysans de soldats et même d'ouvriers russes crurent Kerensky quand il affirmait que Lénine et Trotsky étaient des « agents du kaiser Guillaume ». On ne peut accuser des gens trompés de ne pas voir clair - il faut leur apporter la lumière. Mais on peut et on doit accuser les coquins éclairés qui répandent sciemment le mensonge et la calomnie pour tromper les travailleurs. De tels coquins conscients, ce sont les chefs du parti soi-disant communiste ( ? ) : Cachin, Thorez, Vaillant-Couturier, Duclos et consorts.

Aujourd'hui ces messieurs ont constitué, comme on sait, avec le « fasciste » Daladier un « Front Populaire » antifasciste. D'une intervention de l'impérialisme français en U.R.S.S., les staliniens qui se donnent le nom de communistes ont cessé de parler. Au contraire, ils voient maintenant dans l'alliance du capital français avec la bureaucratie soviétique une garantie de paix. Sur l'ordre de Staline, Cachin, Thorez et consorts appellent à présent les ouvriers français à soutenir leur militarisme national, c'est-à-dire l'instrument de l'oppression de classe et de l'avilissement colonial. Ces calomnieurs se sont démasqués bien rapidement et sans ménagement. Hier ils me traitaient d'agent de Daladier et de la bourgeoisie française, et aujourd'hui ils ont réellement conclu alliance avec Daladier, Herriot et Laval et se sont attelés au char de l'impérialisme français.

### La nouvelle calomnie stalinienne.

A présent, messieurs les calomnieurs commencent à dire (voir par exemple le journal des staliniens belges) que la politique de Trotsky et des bolcheviks-léninistes rend service, non à Herriot et à Daladier, mais à Hitler, c'est-à-dire non pas à l'impérialisme français, mais à l'impérialisme allemand<sup>8</sup>. Cette nouvelle calomnie sonne, cependant comme une mélodie trop vieille et trop connue. Pendant la guerre impérialiste, parce que je me situais sur la position de l'internationalisme révolutionnaire, messieurs les social-patriotes : Renaudel, Vandervelde, Séverac, Marcel Cachin, m'accusèrent de « soutenir » le militarisme allemand contre la démocratie française. C'est précisément pour cette raison que le gouvernement Briand-Malvy m'expulsa de France en 1916. Et le vaillant Marcel Cachin, « dans les intérêts de la démocratie française », partait en même temps, chargé par le gouvernement impérialiste, porter de l'argent à Mussolini pour faire de la propagande en faveur de l'entrée de l'Italie en guerre. Tous ces faits furent à maintes reprises confirmés dans la presse, ils peuvent être facilement vérifiés et prouvés. Cachin, d'ailleurs, n'a même jamais tenté de les nier.

Marcel Cachin reprend maintenant le même travail de social-patriote qui l'a déshonoré durant la guerre impérialiste. Derrière Cachin marchent tous les autres chefs du parti communiste ( ? ) français. Ce ne sont pas des révolutionnaires, mais des fonctionnaires. Ils font ce que leurs supérieurs leur ordonnent. Seul André Marty a fait preuve en son temps de qualités de véritable révolutionnaire : son passé mérite l'estime. Mais le milieu de l'Internationale communiste a réussi à le démoraliser, lui aussi<sup>9</sup>.

---

<sup>8</sup> Il s'agissait en fait du début de la grande campagne de calomnie. Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, sept ans après le pacte Hitler-Staline, la presse communiste en France parlait couramment des « hitléro-trotskyistes ». Les procès de Moscou avaient répondu, en partie, au souci de Staline d'accréditer cette thèse pour discréditer Trotsky. On peut mesurer ici, au commentaire de Trotsky, son erreur de la sous-estimation des crimes de Staline avant 1936 et celle de ses critiques qui l'accusaient de « noircir le tableau ».

<sup>9</sup> Allusion au rôle joué par André Marty en 1919, dans les mutineries de marins de la flotte de la mer Noire. André Marty, après avoir pris part à la répression contre les révolutionnaires en Espagne où il était commissaire des Brigades internationales de 1936 à 1938, devait être exclu du P.C.F.

### Pourquoi Staline et ses laquais français sont-ils des traîtres ?

Pour justifier leur tournant social-patriotique, ces messieurs invoquent la nécessité de « défendre l'U.R.S.S. ». Cet argument est faux d'un bout à l'autre. Il est suffisamment connu que l'idée même de la « défense nationale » n'est qu'un masque à l'aide duquel les exploiters couvrent leurs appétits de brigands et les heurts sanglants en vue du butin, faisant d'ailleurs de leur propre nation une simple chair à canon. Mais si nous, marxistes, avons toujours affirmé que la bourgeoisie impérialiste ne peut jamais défendre et ne défendra jamais les véritables intérêts de sa propre nation, comment pouvons-nous subitement croire qu'elle est capable de défendre les véritables intérêts de l'U.R.S.S. ? Peut-on douter un seul instant qu'à la première possibilité favorable l'impérialisme français mettra en œuvre toutes ses forces pour renverser en U.R.S.S. la propriété socialisée et rétablir la propriété privée ? Et s'il en est ainsi, seuls des traîtres à la classe ouvrière peuvent farder leur propre militarisme en offrant un soutien direct ou indirect, ouvert ou caché, à la bourgeoisie française et à sa diplomatie. Staline et ses laquais français sont ces traîtres.

Pour masquer leurs trahisons, ils invoquent, naturellement, Lénine - avec autant de raison que Lebas, Paul Faure, Longuet et autres opportunistes invoquent Marx. *L'Humanité* cite presque chaque jour la lettre de Lénine aux ouvriers américains, dans laquelle il raconte comment, au début de 1918, il recevait un officier royaliste français pour utiliser ses services contre les Allemands qui avaient engagé contre nous une nouvelle offensive<sup>10</sup>. Cet argument n'a pas pour but d'éclaircir la question mais, au contraire, de la brouiller aux yeux des ouvriers. Nous nous en convaincrions tout à l'heure en toute évidence. Ce serait, bien entendu, une absurdité de nier le droit pour le gouvernement soviétique d'utiliser les antagonismes dans le camp des impérialistes ou de faire, en cas de nécessité, telle ou telle concession aux impérialistes. Les ouvriers en grève utilisent aussi la concurrence entre les entreprises capitalistes et font des concessions aux capitalistes, ils capitulent même devant eux quand ils ne peuvent vaincre. Mais est-ce que de là découle le droit pour les chefs syndicaux de collaborer amicalement avec les capitalistes, de les couvrir et de devenir leurs serviteurs ? Personne n'appellera traîtres les ouvriers en grève qui ont été contraints de capituler. Mais Jouhaux, qui paralyse la lutte de classe du prolétariat au nom de la paix et de l'amitié avec les capitalistes, nous avons non seulement le droit, mais encore l'obligation de déclarer qu'il est un traître au prolétariat. La différence entre la politique de paix pratiquée par Lénine à Brest-Litovsk et la politique franco-soviétique de Staline est la même qu'entre la politique du syndicalisme révolutionnaire qui, après une défaite partielle, est contraint de faire des concessions à l'ennemi de classe et la politique de l'opportuniste qui devient de son propre gré l'allié et le laquais de l'ennemi de classe.

### Que signifie le compromis de Lubersac ?

Lénine a reçu chez lui un officier réactionnaire français. A la même époque, je le reçus aussi et dans le même but : de Lubersac s'offrait pour faire sauter les ponts sur la route de notre retraite, afin que nos réserves militaires ne tombent pas entre les mains des Allemands. Seule la tête creuse d'un anarchiste quelconque pourrait voir dans une telle « transaction » une trahison. Au cours des mêmes jours, les agents officiels de la France me rendirent visite et offrirent une aide plus large, en artillerie et en provisions.

Nous comprenions très bien que leur but était de nous faire entrer de nouveau dans la guerre contre l'Allemagne. Mais les armées allemandes nous attaquaient réellement et nous étions faibles. Avions-nous le droit d'accepter dans ces conditions une « aide » de l'état-major français ? Absolument ! Ce fut précisément la proposition que j'apportai au comité central du parti le 22 février 1918. Le texte de cette proposition est reproduit dans les procès-verbaux officiels du comité central publiés à Moscou en 1929. Voici cette proposition : « En tant que parti du prolétariat socialiste, se trouvant au pouvoir et menant la guerre contre l'Allemagne, nous prenons, par le moyen des institutions d'Etat, toutes les mesures pour armer et approvisionner le mieux possible notre armée révolutionnaire par tous les moyens nécessaires ; dans cette perspective, il faut trouver les dits moyens là où il est possible de le faire, et par conséquent aussi chez les gouvernements impérialistes. (Notre) parti conserve la complète indépendance de sa politique extérieure, ne donne aux gouvernements capitalistes aucun engagement politique et, dans chaque cas particulier, examine leurs propositions sous l'angle de l'utilité finale. »

Lénine n'était pas présent à cette séance du comité central. Il envoya une lettre. En voici le texte authentique : « je prie de compter ma voix pour la prise de pommes de terre et d'armes chez les brigands impérialistes anglo-français<sup>11</sup> ». Voilà comment le comité central d'alors des bolcheviks se comportait, en ce qui concerne l'utilisation des antagonismes capitalistes : des accords pratiques avec les impérialistes (prendre les pommes de terre) sont parfaitement admissibles ; mais une solidarité politique avec les brigands impérialistes est absolument inadmissible.

Le crime de Staline n'est pas de conclure tel ou tel accord pratique avec l'ennemi de classe : ces accords peuvent être justes ou erronés, mais il est impossible de les rejeter par principe. Le crime est que Staline a approuvé la politique d'un gouvernement impérialiste qui monte la garde autour du traité de spoliation et de brigandage de Versailles. Staline n'a pas encore pris « quelques pommes de terre » chez les brigands impérialistes, mais il s'est déjà solidarisé politiquement avec eux.

Renforcer son armée qui opprime soixante millions d'esclaves coloniaux, la bourgeoisie française peut le faire, bien entendu, même sans l'approbation de Staline. Si cette approbation lui a été nécessaire, c'est en vue d'affaiblir et de démoraleiser la lutte de classe du prolétariat français. En signant une adresse de félicitations au militarisme français, Staline agit, non pas comme un gréviste contraint temporairement de céder à l'impérialisme, mais comme un briseur de grève qui paralyse la lutte des ouvriers.

---

en 1952, accusé de « liaisons policières ». Il semble bien, en réalité, que son passé de révolutionnaire ait été la charge retenue contre lui. A la date où est rédigée cette note, la mémoire de Marty n'a pas été réhabilitée dans le P.C.F. et plusieurs militants ont été exclus pour avoir fait campagne dans ce sens.

<sup>10</sup> Il s'agit de la *Lettre aux ouvriers américains* du 20 août 1918, publiée dans la *Pravda* du 22. Une traduction française intégrale en figure dans le tome XXVIII des *Œuvres* de Lénine (Editions de Moscou), pp. 57 à 71.

<sup>11</sup> Traduction française dans *Les Bolcheviks et la révolution d'Octobre. Procès-verbaux du comité central du parti bolchevique*. (Ed. Maspéro), p. 283.

### **La source de la trahison.**

La trahison de Staline et de la direction de l'Internationale communiste s'explique par le caractère de la couche dirigeante actuelle en U.R.S.S. C'est une bureaucratie privilégiée et incontrôlée, qui s'élève au-dessus du peuple et qui opprime le peuple. Le marxisme enseigne que l'existence détermine la conscience. La bureaucratie soviétique craint avant tout la critique, le mouvement, le risque : elle est conservatrice, elle défend âprement ses privilèges. Etouffant la classe ouvrière en U.R.S.S., elle a perdu depuis longtemps confiance dans la révolution mondiale. Elle promet de construire le « socialisme dans un seul pays » si les travailleurs se taisent, obéissent et endurent.

Pour défendre l'U.R.S.S., la bureaucratie place ses espoirs dans son habileté politique, dans la diplomatie de Litvinov<sup>12</sup>, dans l'alliance militaire avec la France et la Tchécoslovaquie, mais non dans le prolétariat révolutionnaire. Au contraire, elle craint que les ouvriers français et tchèques puissent, par leurs actions inopportunes, effrayer ses nouveaux alliés. Elle se donne pour tâche de freiner la lutte de classe du prolétariat dans les pays « alliés ». Ainsi la source de la trahison de Staline, c'est le conservatisme national de la bureaucratie soviétique, son hostilité directe pour la révolution prolétarienne mondiale.

### **Les conséquences de la trahison.**

Les conséquences de la trahison de Staline se sont traduites immédiatement dans le changement cynique de la politique du parti communiste français, que dirigent, non pas des chefs choisis par les ouvriers français, mais des agents de Staline. Hier, ces messieurs bavardaient sur le « défaitisme révolutionnaire » en cas de guerre. Aujourd'hui ils prennent la position de la « défense nationale »... dans l'intérêt de la défense de la paix. Ils répètent mot pour mot les formules de la diplomatie capitaliste. Comment n'en serait-il pas ainsi puisque tous les brigands impérialistes sont pour la paix, concluent des alliances, accroissent leurs armées, fabriquent des gaz toxiques, cultivent les bactéries uniquement « dans les intérêts de la paix ». Qui dit : « L'alliance franco-soviétique est une garantie de paix » assume une responsabilité non seulement en faveur du gouvernement soviétique, mais aussi de la Bourse française, de son état-major, des gaz et les bactéries de cet état-major.

*L'Humanité* écrit : « Le gouvernement français se trouvera sous le contrôle des ouvriers français. » Mais c'est une phrase creuse de piteux démagogues. Où et quand un prolétariat opprimé a-t-il « contrôlé » la politique extérieure de sa bourgeoisie et les actes de son armée ? Comment peut-il le faire, tant que le pouvoir est entre les mains de la bourgeoisie ? Pour diriger l'armée, il faut renverser la bourgeoisie et conquérir le pouvoir. Il n'y a pas d'autre voie. Or la nouvelle politique de l'Internationale communiste signifie l'abandon de cette unique voie.

Quand le parti prolétarien déclare qu'en temps de guerre il va « contrôler », c'est-à-dire soutenir son militarisme national au lieu de le renverser, il devient par cela même une bête apprivoisée du capital. Il n'y a pas la moindre raison de craindre un tel parti. Ce n'est pas un tigre révolutionnaire, mais un âne domestiqué. On peut l'affamer, le fouetter, lui cracher entre les yeux, il n'en portera pas moins le faix du patriotisme. Peut-être ne fera-t-il que braire piteusement de temps en temps : « Au nom de Dieu, désarmez les ligues fascistes ! » En réponse, il recevra un nouveau coup de fouet. Et il ne l'aura pas volé !

### **A qui appartient la victoire.**

L'Internationale communiste a présenté l'entrée de l'U.R.S.S. dans la S.D.N. et la conclusion de l'alliance franco-russe comme la plus grande victoire du prolétariat et de la paix. Quel est donc le contenu de cette victoire ?

Le programme de l'Internationale communiste, adopté en 1928, dit que « sa tâche principale (de la S.D.N. ) est d'arrêter la croissance ininterrompue de la crise révolutionnaire et d'étrangler l'U.R.S.S. au moyen du blocus et de la guerre ». Dans de telles conditions, il était naturel que les représentants de l'U.R.S.S. n'entrent pas à la S.D.N. , c'est-à-dire dans l'état-major de la contre-révolution impérialiste mondiale.

Qu'y a-t-il de changé depuis ? Pourquoi l'U.R.S.S. a-t-elle cru nécessaire d'entrer dans la S.D.N. ? A qui appartient ici la victoire ? Là aussi, les chefs de l'Internationale communiste trompent les ouvriers. La bourgeoisie française n'aurait jamais conclu un accord avec l'U.R.S.S. si elle continuait à voir dans celle-ci un facteur révolutionnaire. Ce n'est que l'extrême affaiblissement de la révolution mondiale qui a donné la possibilité d'inclure l'U.R.S.S. dans le système des camps impérialistes antagonistes.

Bien entendu, si l'industrie soviétique n'avait pas obtenu de grands succès, s'il n'existait ni tanks soviétiques, ni aviation soviétique, personne n'aurait tenu compte de l'U.R.S.S. Mais chacun peut en tenir compte à sa manière. Si l'U.R.S.S. était restée la forteresse de la révolution mondiale, si l'Internationale communiste menait une offensive victorieuse, les classes dominantes de France, d'Angleterre et d'Italie auraient sans hésitation donné à Hitler les pleins pouvoirs pour faire la guerre à l'U.R.S.S. Mais à présent, après la défaite de la révolution en Chine, en Allemagne, en Autriche, après les succès du fascisme en Europe, après la débâcle de l'Internationale communiste et la transfiguration nationale de la bureaucratie soviétique, la bourgeoisie de France, d'Angleterre et d'Italie répond à Hitler : « Pourquoi risquer une croisade contre l'U.R.S.S. ? Sans qu'il soit besoin de chercher plus loin, Staline étrangle la révolution avec succès. Il faut tenter de se mettre d'accord avec lui. »

### **Le pacte lie l'U.R.S.S., mais non la France !**

L'alliance franco-soviétique n'est pas une garantie de paix - quelle absurdité éhontée ! - mais une transaction dans l'éventualité d'une guerre. Les avantages de cette transaction pour l'U.R.S.S. sont pour le moins problématiques. La France n'est « obligée » de venir en aide à l'U.R.S.S. que si ses alliés de Locarno, c'est-à-dire l'Angleterre et l'Italie, sont d'accord. Cela veut dire qu'au cas où

---

<sup>12</sup> Le vieux-bolchevik Maxime Litvinov fut appelé à la direction de la diplomatie soviétique en 1930. Il représenta l'U.R.S.S. à la S.D.N. et dans les conférences internationales pendant toute la période où l'U.R.S.S. appuya la politique de « sécurité collective » et rechercha l'alliance des gouvernements de Paris et Londres. Il fut remplacé par Molotov à la veille de la conclusion du pacte Hitler-Staline.



l'impérialisme français trouverait plus avantageux de se mettre au dernier moment d'accord avec Hitler, aux dépens de l'U.R.S.S., l'Angleterre et l'Italie aideront toujours à « légaliser » cette « trahison ». *L'Humanité* garde soigneusement le silence sur cette soupape de sûreté du pacte. Cependant, tout est là. Le pacte lie l'U.R.S.S., mais ne lie pas la France !

### **Que doivent faire les députés socialistes et communistes ?**

Admettons néanmoins qu'après toutes ses erreurs et tous ses crimes la bureaucratie soviétique ne pouvait faire autre chose que conclure cette alliance militaire ambiguë et incertaine avec la France. Dans ce cas, le gouvernement soviétique n'avait qu'à reconduire le pacte Staline-Laval. Mais il en est tout autrement en France. Le prolétariat français ne doit pas permettre à sa bourgeoisie de se cacher derrière le dos de la bureaucratie soviétique. Après la signature du pacte, les buts des impérialistes français sont restés les mêmes qu'avant : affermir les anciens brigandages, en préparer de nouveaux, faciliter la nouvelle mobilisation du peuple français, utiliser le sang du prolétariat soviétique. Si les députés communistes et socialistes votent au Parlement l'alliance franco-soviétique, ils se manifesteront une nouvelle fois comme des traîtres au prolétariat !

La lutte contre la guerre est inconcevable sans la lutte contre son propre impérialisme. La lutte contre l'impérialisme est inconcevable sans lutte contre ses agents et alliés réformistes et stalinistes. Il faut une épuration impitoyable des organisations ouvrières, politiques et syndicales, des social-patriotes traîtres à la classe ouvrière, quel que soit leur nom : Léon Blum ou Thorez, Jouhaux ou Monmousseau.

### **Le rôle des bolcheviks-léninistes du parti socialiste :**

En France, un seul groupement défend honnêtement, avec conséquence et vaillance, les principes de la révolution prolétarienne : c'est le groupe bolchevik-léniniste du parti socialiste. Son organe est l'hebdomadaire *La Vérité*. Chaque ouvrier qui réfléchit doit connaître ce journal.

Les bolcheviks-léninistes ont défini clairement et exactement les tâches du prolétariat dans la lutte contre la guerre dans une brochure spéciale : « *La IV<sup>e</sup> Internationale et la guerre* ». La connaissance de cette brochure et la discussion approfondie des questions qui y sont soulevées est également le devoir immédiat de chaque prolétaire d'avant-garde, devoir envers lui-même et envers sa classe.

La trahison des stalinistes, se joignant à la vieille trahison des réformistes, nécessite un renouvellement complet de toutes les organisations prolétariennes. Il faut un nouveau parti révolutionnaire. Il faut une nouvelle Internationale : la IV<sup>e</sup> ! Servir cette grande tâche historique, c'est le contenu de l'activité de l'organisation internationale des bolcheviks-léninistes.

### **Pourquoi la haine de la bureaucratie contre les trotskystes.**

La trahison de Staline ne fut pas pour nous une chose inattendue. Nous l'avions prédite dès 1924, lorsque la bureaucratie soviétique eut renié la théorie de Marx et Lénine en faveur de la théorie du « socialisme dans un seul pays ». Les intrigants et les philistins disaient que notre lutte contre Staline était une lutte « personnelle ». A présent, même les aveugles doivent se persuader que cette lutte est menée au nom des principes fondamentaux de l'internationalisme et de la révolution. Des centaines de fois, nous avons dit au cours des dernières années : « Grattez un staliniste et vous découvrirez un opportuniste ». Maintenant il n'y a même plus besoin de gratter. Les stalinistes occupent en fait l'extrême droite du mouvement ouvrier et, comme ils continuent à se couvrir de l'autorité de la révolution d'Octobre, ils sont infiniment plus nuisibles que les anciens opportunistes traditionnels.

La haine des staliniens contre les « bolcheviks-léninistes » (« trotskystes ») c'est la haine du bureaucrate conservateur contre le véritable révolutionnaire. La bureaucratie tremblant pour son pouvoir et ses revenus ne s'arrête devant aucune bassesse et aucune canaillerie dans la lutte contre les bolcheviks-léninistes.

Avant de commettre ouvertement sa dernière trahison, Staline a organisé un nouveau pogrome - le centième - contre l'aile gauche en U.R.S.S. Il a mis en scène une série de pseudo-procès contre les oppositionnels, cachant les véritables opinions de ceux-ci et leur attribuant des actes qu'ils n'ont jamais commis. Par exemple; l'ancien président de l'Internationale communiste, Zinoviev, a été condamné à dix ans de prison pour la seule raison qu'après une série d'hésitations et de repentirs il a été amené à reconnaître le caractère funeste de la politique du stalinisme<sup>13</sup>.

La bureaucratie soviétique a tenté de me mêler, par l'intermédiaire d'un provocateur, au procès des terroristes qui ont tué Kirov. Staline a arrêté, au début de cette année, mon fils, jeune savant, travailleur soviétique loyal, ne participant aucunement à la lutte politique<sup>14</sup>. Le but de l'arrestation était d'exercer une terreur impitoyable non seulement contre les bolcheviks-léninistes mais aussi contre les membres de leurs familles.

La bureaucratie est sans pitié lorsqu'elle voit approcher une menace contre sa domination et ses privilèges. Dans ce domaine, les stalinistes trouvent un appui constant auprès de la police capitaliste du monde entier.

---

<sup>13</sup> Il s'agit du premier procès Zinoviev, du 15 au 18 janvier 1935, tenu à huis clos, et où l'ancien lieutenant de Lénine, aurait, selon le procureur Vychinsky, reconnu sa « responsabilité morale » dans l'attentat contre Kirov. Depuis, les révélations de Khrouchtchev ont confirmé l'hypothèse avancée par Trotsky selon laquelle la piste des véritables assassins de Kirov ne pouvait remonter qu'à Staline en personne.

<sup>14</sup> Serge Sedov avait été arrêté fin décembre-début janvier. Voir les détails à ce sujet dans le journal d'exil, à la date du 1<sup>er</sup> juin. Apolitique par hostilité à son père, Serge Sedov ne l'avait pas suivi en exil, se consacrant à ses études scientifiques. Trotsky ne devait plus rien savoir de son sort. Là revue *La IV<sup>e</sup> Internationale* (n° 10) a publié en juillet 1960 le témoignage - digne de foi - d'un communiste étranger libéré après la mort de Staline, qui signe P. Richards. Ce dernier avait rencontré Serge Sedov à Vorkhoute, au début de 1936, au moment où, condamné une première fois à cinq ans de prison, il était appelé pour une « nouvelle instruction » à Moscou. C'est vraisemblablement au cours de l'automne 1937 que Serge Sedov fut exécuté en secret, sans avoir consenti à faire contre son père la déclaration qu'on cherchait selon toute vraisemblance à lui extorquer.

### **La fraction de Staline dans le parti socialiste.**

Tout dernièrement, au mois d'avril, Staline a dépêché à Paris les dirigeants des Jeunesses communistes russes pour convaincre la jeunesse révolutionnaire française d'adopter la position social-patriotes<sup>15</sup>. Ces jeunes bureaucrates ont organisé à l'intérieur du parti socialiste une fraction staliniste spéciale dont le mot d'ordre principal est : « Exclusion des trotskystes » ! Inutile d'ajouter que pour faire ce travail de désagrégation la clique stalinienne n'a pas ménagé et ne ménage pas les moyens financiers : si elle est pauvre d'idées, elle ne manque pas de devises<sup>16</sup>.

Mais les révolutionnaires ne cèdent pas sous les coups de la terreur. Au contraire, ils répondent en redoublant l'offensive. Le stalinisme est maintenant la plaie principale du mouvement ouvrier mondial. Cette plaie, il faut l'extirper, la retrancher, la brûler au fer rouge. Il faut à nouveau rassembler le prolétariat sous le drapeau de Marx et de Lénine.

Chers camarades,

Je suis loin de vous avoir dit tout ce que je voulais vous dire et comme je voulais le faire. Mais je suis obligé de me hâter : d'une heure à l'autre, un policier doit venir pour me reconduire, ainsi que ma femme, fidèle compagne de ma lutte et de mes pérégrinations, à la frontière française. Je pars animé d'un profond amour pour le peuple français et une foi indéracinable dans le grand avenir du prolétariat français ; mais avec une haine aussi profonde et indéracinable pour l'hypocrisie, l'âpreté et la férocité de l'impérialisme français.

J'ai foi que le peuple travailleur, tôt ou tard, me rendra l'hospitalité que la bourgeoisie me refuse<sup>17</sup>. Mon plus grand bonheur serait de voir le prolétariat français me donner, dans le plus proche avenir, la possibilité de participer à ses luttes décisives.

Ouvriers et ouvrières de France ! Aussi longtemps que mes forces physiques me le permettront, je suis prêt, à n'importe quel moment à répondre par la parole et par l'acte à votre appel révolutionnaire !

Permettez-moi donc de vous serrer fraternellement les mains et de finir la lettre par ce cri qui, depuis près de quarante ans, a guidé mes pensées et mes actes :

*Vive la révolution prolétarienne mondiale !*

---

<sup>15</sup> Fred Zeller et Béranger, dirigeants de l'Entente des Jeunesses socialistes, avaient rencontré secrètement à Paris, à la fin d'avril 1936, Kossarev et Tchémoudanov, dirigeants des J.C. russes, en présence de Raymond Guyot. Les Russes avaient fait pression pour que les Jeunesses socialistes acceptent de s'aligner sur la nouvelle politique de Moscou, qui passait par le renforcement de la défense nationale à Paris (*La Vérité*, 29 avril 1935 et 15 août 1947).

<sup>16</sup> Fred Zeller prête à Tchémoudanov ce propos : « Il vous faut constituer une fraction solide à l'intérieur de la J.S. Nous vous donnerons tout ce qu'il vous faudra pour réussir. » L'opération ainsi tentée en France devait échouer. En revanche, en Espagne, la fusion des J.S. et des J.C., réalisée dans un contexte semblable, aboutit à la constitution des Jeunesses socialistes unifiées (J.S.U.) qui constituèrent pendant la guerre l'un des fondements de l'influence stalinienne. Santiago Carrillo, le secrétaire des J.S. d'Espagne, qui passait pour trotskysant en 1935, devait plus tard se rallier au stalinisme et devenir secrétaire général du P.C. espagnol.

<sup>17</sup> Gilbert Serret, ancien secrétaire général de la fédération unitaire de l'enseignement (C.G.T.U.), et sa compagne, France, avaient offert asile à Trotsky dans le village ardéchois de Saint-Montant où ils étaient tous deux instituteurs. France Serret nous écrit : « Tout était prêt pour le recevoir à Saint-Montant quand l'intérieur s'y opposa et le préfet de l'Ardèche nous signifia le refus » (6 mai 1965).

## Un nouveau tournant est nécessaire

### Lettre au secrétariat international - 10 juin 1935

---

Ce texte a été rédigé avant le congrès de Mulhouse de la S.F.I.O., au moment où Trotsky, expulsé, allait quitter la France pour la Norvège. Il montre que l'orientation vers la construction d'un parti révolutionnaire indépendant avait été adoptée par Trotsky en fonction d'une analyse générale et qu'il n'a été fonction ni de l'attitude des dirigeants socialistes au congrès, ni de la répression ultérieure de la bureaucratie de la S.F.I.O. contre les militants des jeunesses puis le groupe de *la Vérité*. On sait que ces événements, postérieurs à cette lettre, ne parvinrent pas plus qu'elle à convaincre la majorité des B.L. français. Ce texte marque en fait le début de la nouvelle crise dans la « section française ».

---

Chers camarades,

Nous entrons évidemment dans une nouvelle étape. Deux événements la déterminent : le développement de notre section en France et le tournant définitif de l'I.C.<sup>18</sup>.

①

La justesse de l'entrée dans la S.F.I.O. est maintenant démontrée par des faits matériels. Notre section, grâce à l'entrée, est devenue, d'un groupe de propagande, un facteur révolutionnaire de premier ordre. Personne n'osera dire que le groupe, en s'adaptant au milieu, est devenu plus mou, plus modéré, plus opportuniste. Tout au contraire. On peut affirmer avec raison que le groupe b.l. en France dépasse maintenant toutes les autres sections par la précision révolutionnaire de ses mots d'ordre et par le caractère offensif de toute sa politique.

②

La trahison définitive de Staline et de son équipe de l'I.C. nous ouvre de grandes possibilités, non seulement à l'intérieur de l'I.C., mais aussi dans les organisations ouvrières et notamment dans les syndicats.

③

Les mêmes circonstances expliquent la nécessité de la lutte implacable que nous avons commencée contre le S.A.P. (...). Plus souple, plus multiple et surtout plus audacieuse est notre politique de pénétration dans les organisations de masse, plus intransigeante doit être notre politique générale, plus agressive elle doit être envers toutes les idéologies centristes formées et cristallisées. Le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale doit être irréductiblement opposé à tous les autres drapeaux.

④

---

<sup>18</sup> Il s'agit du tournant marqué en France par la conclusion du pacte Laval-Staline et la déclaration de Staline concernant la politique de défense nationale : l'approbation entière par l'I.C. de la politique de l'U.R.S.S. de « sécurité collective » contre la menace allemande.

La préparation du congrès de Mulhouse (qui a commencé aujourd'hui, au moment où ces lignes sont écrites) a été une école remarquable, non seulement pour notre section française, mais encore pour notre organisation internationale. Trois motions étaient en lutte : la droite, la centriste et la nôtre<sup>19</sup>. Dans tous les départements où nos camarades, si faibles qu'ils soient numériquement, ont opposé irréductiblement notre texte aux autres, ils ont gagné des voix et des sympathies et, en même temps, ont forcé les centristes à se détacher un peu plus de la droite pour ne pas perdre toute influence. Et, au contraire, dans quelques cas où nos camarades ont commis la grave faute d'entrer dans une combinaison avec les centristes, ils n'ont rien gagné pour notre tendance et en même temps ont poussé les centristes vers la droite (!).

Ces expériences nous donnent la clé de notre politique dans cette période : s'engager dans des combinaisons avec les chefs du S.A.P., de l'I.A.G.<sup>20</sup> etc., signifierait perdre notre propre physionomie, compromettre le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale et arrêter le développement de multiples courants centristes dans la voie de la révolution. Pour notre section française elle-même, le congrès de Mulhouse signifie ou doit signifier le commencement d'une nouvelle étape. La S.F.I.O., non seulement n'est pas un parti révolutionnaire, mais elle n'est même pas un parti prolétarien. Elle est petite-bourgeoise, non seulement par sa politique, mais aussi par sa composition sociale. Ce parti nous a ouvert certaines possibilités, et il était juste de les avoir constatées et utilisées. Mais ces possibilités sont limitées. Le congrès de Mulhouse, avec les répercussions qui le suivront, doit plus ou moins délimiter matériellement ces possibilités. Le prestige acquis par le groupe bolchevik-léniniste doit se transformer en rayonnement sur les ouvriers. Mais les ouvriers sont restés en dehors du parti socialiste : dans le parti communiste, dans les organisations syndicales et parmi les non-organisés. Le groupe bolchevik-léniniste doit savoir faire un nouveau tournant, développement logique de l'étape précédente. Sans faire naturellement les moindres concessions, il faut concentrer les neuf dixièmes des efforts sur la dénonciation de la trahison stalinienne.

## 5

La lutte des différentes tendances contre nous coïncide maintenant presque entièrement avec la préparation idéologique... de la nouvelle guerre impérialiste<sup>21</sup>. L'opposition à la guerre doit de plus en plus coïncider avec la sympathie pour la IV<sup>e</sup> Internationale. La condition du succès, c'est la lutte implacable contre la moindre concession à la théorie de la défense nationale. Le regroupement inévitable dans les différentes organisations ouvrières (parti communiste, syndicats, etc.) doit ouvrir pour nous un débouché vers les masses ouvrières. Il faut s'orienter dans cette direction avec toute l'indépendance nécessaire. Ce regroupement peut aboutir, dans un délai assez rapproché, à la création d'un parti révolutionnaire.

## 6

Il est absolument nécessaire d'accélérer le travail préparatoire pour la IV<sup>e</sup> Internationale. Les éléments révolutionnaires qui vont se détacher lors du groupement général dans la classe ouvrière doivent avoir la possibilité d'adhérer directement à une organisation internationale fondée sur toute l'expérience des luttes révolutionnaires.

---

<sup>19</sup> Le congrès de Mulhouse de la S.F.I.O. avait commencé la veille, 9 juin. Il y avait 2 025 mandats pour la motion majoritaire, 777 pour celle de la Bataille socialiste, 105 pour la motion bolchevik-léniniste.

<sup>20</sup> Le S.A.P. (*Sozialistische Arbeiterpartei*) avait vu la fusion de l'opposition socialiste de gauche et d'une partie de l'opposition communiste de droite, exclues de leurs partis respectifs avant la victoire du nazisme. En 1934, ses dirigeants avaient signé avec ceux de la Ligue un appel pour la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ils allaient cependant évoluer rapidement dans l'émigration, adhérant même au « Front populaire » allemand. Cette conversion - suspecte pour certains - fit des gens du S.A.P. les ennemis jurés du « trotskysme » dans toutes les tentatives de regroupement international avant guerre. Jakob Walcher, vieux spartakiste, souvent la cible des sarcasmes de Trotsky, devait, comme Seydewitz et Boettcher, autres dirigeants du S. A. P., se rallier au stalinisme après la guerre et occuper des fonctions mineures du parti ou de l'Etat en Allemagne orientale. En revanche, l'animateur des Jeunesses du S.A.P., Willi Brandt, devait, lui, devenir après la guerre bourgmestre de Berlin-Ouest et figure de proue de la social-démocratie allemande, débarrassée de tout programme tant soit peu socialiste. Le S.A.P. a fait récemment l'objet d'une étude excellente : *Die Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands* (S.A.P.D.), par Hanno Drechsler (Meisenheim am Main, 1965, 408 p.).

L'I.A.G. ou *Internationale Areitsgemeinschaft* groupait différents partis et formations centristes, dont le S.A.P., et constitua pendant plusieurs années le centre de résistance - en dehors des partis traditionnels - à la préparation d'une nouvelle Internationale.

<sup>21</sup> Ce fait devait apparaître particulièrement au cours des débats du congrès de Mulhouse, dont les lendemains allaient être notamment marqués par la rupture, à gauche, de Marceau Pivert avec la *Bataille socialiste*. Au sujet de l'influence des bolcheviks-léninistes, Pivert écrivait le 20 août : « Un nombre croissant d'ouvriers socialistes se trouvent d'accord avec les B.L. : milices ouvrières, défaitisme révolutionnaire, grève générale insurrectionnelle, conquête du pouvoir et dictature de classe du prolétariat. »

## **Pas d'ingérence dans la vie politique de la Norvège**

**11 juin 1935**

---

Trygve LIE, *Oslo-Moskva-London*, p. 65. Retraduit du norvégien. Trotsky arrivé en transit à Paris, se heurtait aux réticences du ministre norvégien de Paris, M. Bache. Sa situation devenait difficile vis-à-vis des autorités françaises et il adressait un second télégramme au ministre de la justice, Trygve Lie.

---

Au cas où le gouvernement norvégien m'accorderait un visa de résidence, je m'engage à ne prendre aucune part à la vie publique dans ce pays. Les autorités norvégiennes ne peuvent en aucun cas avoir plus de responsabilité pour ma sécurité personnelle que pour celle de n'importe quel étranger. Je demande respectueusement une action rapide.

## Ultime rappel

12 juin 1935

---

Trygve LIE, *Oslo-Moskva-London*, p. 65. Retraduit du norvégien. Malgré les démarches de W. Held à Oslo, Trotsky n'avait eu aucune réponse aux deux télégrammes qu'il avait envoyé au ministre de la justice, T. Lie. Il décida alors de s'adresser au chef du gouvernement, Johann Nygaardsvold. Cette démarche devait être la bonne et le visa norvégien fût délivré à Trotsky à Paris le 13 juin.

---

Confiant dans les promesses des dirigeants du Parti Ouvrier norvégien, j'ai abandonné mon logement et obtenu mon visa de transit par la Belgique. Le gouvernement français croit que je l'ai trompé et exige que je quitte la France dans les vingt-quatre heures. Je suis malade et ma femme est malade. Notre situation est désespérée. Je sollicite immédiatement une situation favorable.

## Discussion sur l'action clandestine en Allemagne nazie

11 ou 12 juin 1935

*Informations-Dienst*, n° 7/8, août 1935. Traduit de l'allemand.

Le texte publié dans le bulletin allemand porte la date du 17-18 juillet 1935 et l'indication que la discussion a eu lieu à Paris. Or Trotsky a quitté Paris le 14 juin. Si la date est exacte, l'entrevue a eu lieu en Norvège. Et si l'entretien a eu lieu à Paris, ce ne peut être qu'entre le 10 et le 14 juin. Mais il est également possible que la date et le lieu indiqués soient faux et que l'entretien ait eu lieu par exemple à Anvers le 15 juin. En tout état de cause, les précautions prises ici et qui avaient pour but de mieux « couvrir » Trotsky en brouillant les indications précises ont été et demeurent efficaces. Nous avons considéré comme peu vraisemblable que cette entrevue ait eu lieu en Norvège, peu après l'arrivée de l'exilé, au risque de compromettre sa sécurité dans les premières semaines, et avons donc situé ce texte entre le 10 et le 14 juin, lors du bref séjour de Trotsky chez le Dr Rosenthal à Paris.

### La direction restreinte

*Trotsky* : Comment est conçu chez vous le rôle de la direction restreinte ?

*K<sup>22</sup>. P. doit s'occuper entre autres choses de l'instruction des groupes. Sch. doit organiser la circonscription. F. doit diriger la propagande et l'agitation. Ce qu'on entend par là n'est d'ailleurs pas clair, si l'on en juge par les remarques d'O.*

*Trotsky* : Il est inadmissible qu'un camarade de la direction interne aille à la base dans les groupes pour y accomplir le travail d'instruction. La sécurité de l'organisation en pâtit. La question est de savoir si, en ce qui concerne le groupe de X<sup>23</sup>, dont les membres se connaissent intimement, des exceptions sont admissibles. Le travail clandestin nécessite aussi principalement que la direction soit consciente de son caractère, c'est-à-dire des questions de sécurité de l'organisation et de la direction, ce pour quoi il lui faudra prendre, le cas échéant, des dispositions nouvelles.

La direction a donc pour tâche de garantir la sécurité sous tous les rapports, justement parce qu'elle assume la responsabilité d'activités bien déterminées de caractère clandestin qui excluent toute relation directe entre les groupes. De telles activités sont, par exemple, 1) le transport et le service du courrier, 2) l'organisation de la répartition et la transmission du matériel, 3) l'activité politique, d'agitation et de propagande, vers l'extérieur. Dans toutes ces activités, nul n'a le droit d'agir de son propre chef, il faut au contraire que la direction prenne des décisions formelles, et s'en tienne strictement à la décision prise. C'est seulement ainsi qu'on parviendra enfin à une activité régulière.

En ce qui concerne le reste de l'activité de la direction, il faut

- a) fournir le matériel aux groupes dans une forme ordonnée et prête à l'emploi,
- b) s'occuper en permanence de l'examen des questions politiques,
- c) élaborer des directives politiques pour le cercle interne, c'est-à-dire chercher à s'entendre avec lui sur le travail politique, par exemple lors de discussions importantes ou pour la propagande, etc.

Pour une discussion, par exemple, il reste toujours à vérifier de quelle façon le matériel doit être réparti, la discussion menée, et le rapport transmis à la direction (naturellement, transmettre les rapports de discussion, en bonne forme, à l'étranger, en résumant le résultat de façon ordonnée).

Ensuite, il faut organiser la rédaction des rapports. La direction doit naturellement examiner quels camarades peuvent faire tel ou tel travail, mais il lui faut toujours considérer qu'on ne peut contraindre personne à quoi que ce soit, et que la patience est nécessaire. (N.B. Si l'on songe, par exemple, à quel point le travail d'organisation a jusqu'à présent incroyablement mal marché chez vous, il est d'emblée évident que les membres n'ont pas dû avoir moins de patience avec la direction du moment que cette dernière avec les membres.) Je suis convaincu que les séances de votre direction n'élaborent pas d'ordre du jour bien net, ni ne s'efforcent de faire une synthèse, même brève, des résultats. De telles choses sont cependant intolérables, et un moyen important pour parvenir au contrôle et à l'auto-éducation, c'est de s'habituer absolument à prendre des décisions en règle et à les exécuter strictement. Lors de chaque séance, la décision prise précédemment doit être vérifiée à l'aide d'un bref procès-verbal, et les questions négligées doivent être remises à l'ordre du jour. Les questions d'organisation s'apprennent très difficilement, c'est pourquoi nul ne doit se sentir « abaissé » ou « grandi » par de telles constatations. Mais, en règle générale, une direction doit avoir dix fois plus de patience avec les membres que les membres avec la direction.

La rédaction des rapports est naturellement l'une des tâches les plus importantes. Les camarades dirigeants doivent se chercher eux-mêmes un domaine pour la rédaction des rapports. Ils le peuvent d'autant mieux que les fils sont nombreux à passer par leurs mains, et qu'ils ont plus facilement une vision d'ensemble des choses.

La meilleure forme des rapports : chercher ce qui se passe du point de vue politique. Étudier une question (on l'étudie en rassemblant des détails), rapporter toujours de la manière la plus concrète possible. Il faut se résumer et se demander ce qu'on peut faire dans telle ou telle affaire (un excellent exemple : le conflit avec l'Eglise<sup>24</sup>). La liaison de la direction avec le cercle interne,

<sup>22</sup> Les règles de la clandestinité, au moins en ce qui concerne ce texte, ont été efficaces et les secrets qu'elles voulaient dissimuler n'ont pas été percés. A l'exception de « J » qui est incontestablement Trotsky, nous n'avons pu découvrir l'identité réelle d'aucun des militants mentionnés dans ce texte et notamment des présents. On peut également relever que la distinction opérée dans l'organisation clandestine entre « direction restreinte » et « cercle interne » - qui semble pour tous une donnée évidente - n'est pas parfaitement claire pour le lecteur d'aujourd'hui.

<sup>23</sup> Selon l'opinion de Wolfgang Alles, l'un des meilleurs spécialistes de l'histoire du mouvement trotskyste allemand, « X » désignerait l'agglomération berlinoise qui était l'un des bastions de la section allemande.

<sup>24</sup> il s'agit du conflit avec les Eglises (Kirchenkampf), particulièrement vif depuis le début de 1935, le régime nazi ne négligeant aucun effort (propagande, procès fabriqués, etc.) pour contraindre les différentes Eglises à s'aligner et les transformer en courroies de transmission de son autorité.

et grâce à lui, avec les groupes, cela revient à une discussion politique au cours de laquelle on doit en permanence exiger de nouveaux faits concrets. Au demeurant, en agissant ainsi, sur la base d'un travail réel, on aura toujours plus de réelle satisfaction.

D'autres tâches de la direction sont les échanges écrits avec l'étranger et la transmission de toute la correspondance. Dans la circonscription, elle ne doit fréquenter que des gens de confiance. Encore une fois, la règle générale de toutes les activités clandestines : elles ne concernent que la direction, et la direction ne doit utiliser les services que de camarades compétents et sûrs.

Continuons : F. doit diriger la propagande et l'agitation. Que faut-il entendre par là ? Pour autant qu'il s'agit de relations individuelles, chacun est un propagandiste. Examiner la question de savoir jusqu'où on peut aller dans la propagande extérieure, c'est la tâche de toute la direction - après une analyse méticuleuse de tous les détails sur la base du travail de toute l'organisation - et non une question de « compétence ». Il faut surtout se garder de travailler avec les vieilles conceptions et l'ancienne répartition des tâches dans le K.P.D., qui ne font que masquer l'impuissance politique. Celui qui n'entend rien à la politique invente en général des « fonctions ». On ne doit jamais s'imaginer qu'un individu puisse résoudre seul une question - au contraire, il faut en délibérer soigneusement et collectivement. La classification est dans ce domaine une stupidité. Chacune des tâches évoquées est une tâche collective pour la direction - au sens large aussi pour toute l'organisation -, et, en tant que telle, on ne peut pas se la « répartir ». Dans la direction interne, on doit, par exemple, examiner si la propagande extérieure est possible et dans quelle mesure. Prenons le cas du conflit avec l'Eglise. Pouvons-nous éventuellement, sur cette affaire, produire un tract comportant revendications et protestations ? Et sous quelle forme ? Il est pourtant évident que nous devons nous efforcer d'utiliser toutes les occasions de l'actualité pour aggraver ce conflit. Mais, dans cette affaire de la religion, il n'est pas absolument nécessaire d'apparaître comme I.K.D.<sup>25</sup> (nous n'avons aucune expérience de ce genre de choses, et devons d'abord nous accoutumer aux activités clandestines qui s'y rattachent). Supposons cependant qu'il se passe quelque chose, et qu'il nous faille prendre position. Nous produirons peut-être un tract qui dira qu'ici ou là, pour des faits sans aucune gravité (mais à analyser le mieux possible du point de vue politique), les nazis ont commis tel acte ignoble. On le voit : le national-socialisme vit de la répression féroce de toute critique, et il ne peut accorder la moindre liberté (ni la liberté de religion, ni celle d'association professionnelle, ni encore moins aucune liberté politique). Et puis, pour commencer, on signera ce tract - pourquoi pas ? - « un groupe de citoyens et de travailleurs épris de liberté ». En ce qui concerne les revendications de l'Eglise, nous produirons peut-être un tract apparemment neutre, dans lequel nous exigerons les libertés générales et nous prononcerons pour la sauvegarde des associations, de la presse, etc. Il faut utiliser chaque crime des nazis pour en faire un article de propagande et attiser l'indignation générale. Les révélations politiques et le soutien à toute opposition - telle est la ligne sur laquelle nous devons nous développer et apparaître comme les pionniers de la libération. Où sont les possibilités d'apparaître en tant qu'I.K.D. ? Que faisons-nous avec le S.P.D., le K.P.D., etc. ? Nous avons maintenant la lettre de Trotsky aux travailleurs français<sup>26</sup> : une occasion extraordinaire pour la propagande. Ne peut-on éditer une chose de ce genre ? (N.B. Les journaux ne doivent pas être donnés, mais vendus. La vente des journaux et le début de la propagande à l'extérieur doivent être déterminés par la direction, mais on ne peut pas se priver pendant des années de toute propagande.)

Ensuite, il faut tenter de fixer par écrit les questions politiques et de rédiger des articles. Nous avons besoin de collaborateurs pour notre presse.

Et enfin, il faut faire des rapports périodiques sur l'activité organisationnelle et politique du groupe et de la circonscription. Il est dans ce domaine d'une importance vitale que les expériences, les décisions de la direction, les résultats du travail, les événements politiques et leur exploitation, etc., fassent l'objet de synthèses, soient adressés à la direction nationale (et par elle à tout le pays et à l'étranger), afin qu'on puisse parvenir à une véritable organisation nationale, à des échanges d'expériences permanents, et à un travail homogène à l'échelle nationale.

### Le cercle interne

Il est formé des camarades les plus capables et les plus actifs, et doit, en particulier, organiser les liaisons et les échanges avec les groupes. Mais qu'on évite certaines choses, comme de considérer quelqu'un comme appartenant au cercle interne parce qu'il fait des rapports spéciaux. Non, l'essentiel, c'est qu'il soit assez capable et suffisamment sûr pour maintenir la liaison avec les groupes et exécuter les missions politiques. Le cercle interne s'occupe spécialement d'organiser les rendez-vous, de transmettre le matériel, de recueillir les rapports. (Avant que je n'oublie : je ne crois pas que chez vous - et pas seulement chez vous - on fasse circuler les rapports et les lettres dans les groupes.)

*K. C'est exact. Nous nous en sommes déjà inquiétés et nous en avons souffert.*

*Trotsky* : A juste titre ! C'est sans nul doute l'une des plus grandes lacunes. Les secrets d'organisation, les écrits qui s'y rapportent, et les lettres avec des adresses ne concernent naturellement pas les membres, mais les rapports et les lettres politiques adressés à la direction comme à des membres individuels doivent être portés à la connaissance de tous. Sans cela, il n'y a ni contrôle, ni information suffisante. Et, sans l'un et l'autre, il n'y a ni vision d'ensemble, ni éducation politique, ni développement organisationnel<sup>27</sup>. On ne doit jamais l'oublier : toute éducation repose sur la réciprocité et le contrôle. Quiconque n'est pas capable d'apprendre quelque chose de l'esprit le plus borné et le plus naïf, ne tirera que des phrases creuses de l'esprit le plus intelligent. Je pourrais vous en donner des exemples prodigieux. En toutes circonstances, on doit donc communiquer aux groupes tout rapport, toute ligne qui n'a pas un caractère secret, afin que les camarades a) aient un exemple de la manière dont on rédige généralement des rapports (de nombreux camarades redoutent d'écrire un rapport ou une lettre, parce qu'ils croient toujours que cela doit être quelque chose de « supérieur », mais la lecture d'un document quelconque les convaincra que ce n'est pas une

<sup>25</sup> *Internationale Kommunisten Deutschlands* (I.K.D.) était le titre de la section allemande de la L.C.I.

<sup>26</sup> Cf. *Le Mouvement communiste en France*, pp 501-512. Trotsky avait daté ce texte du 10 juin 1935, date de son départ de Domène.

<sup>27</sup> Il vaut la peine de relever ici que Trotsky juge l'information si importante pour la formation des militants qu'il la préconise la plus large possible, y compris dans les rigoureuses conditions de clandestinité imposées à ses camarades.



prouesse d'acrobate), b) puissent ajouter des compléments et apporter des faits nouveaux, c) aient une vue d'ensemble de ce qui s'est passé déjà ou de ce qui ne s'est pas passé.

*K. Le cercle interne se charge aussi de contrôler le travail des camarades et de le critiquer.*

*Trotsky* : Comment travaillent les camarades ? Travaillent-ils dans les groupes ou comme isolés ?

*K. : L. est par exemple spécialiste d'économie. Nous examinons ce que chaque camarade est capable de faire, et nous lui confions ensuite des tâches particulières. Nous nous demandons : « Les camarades sont-ils en mesure de faire un travail et le font-ils seulement ? » Nous avons maintenant établi de nouveau un projet concret pour le travail du groupe qui comprend pour l'essentiel les points suivants :*

- 1) contrôle des rues,*
- 2) contrôle des entreprises,*
- 3) critique de tous les journaux et documents légaux et illégaux,*
- 4) rapports politiques et rapports sur le journal,*
- 5) lecture d'un quotidien, rapport et prise de position sur les questions du jour,*
- 6) étude de notre littérature marxiste,*
- 7) participation à une organisation légale (syndicat, front du travail, défense passive, organisation religieuse, etc.),*
- 8) travail d'instruction dans les groupes,*
- 9) liaison avec d'autres personnes, rapports de ces dernières, contacts avec de nouvelles personnes.*

*Trotsky* : Pour commencer par les liaisons : jusqu'où peut donc aller une nouvelle liaison ? J'observe les choses depuis longtemps, et je trouve qu'on est bien rigide. Il faut examiner la question des sympathisants. On peut chercher

- 1) à obtenir du sympathisant un soutien matériel,*
- 2) à en faire un lecteur du journal,*
- 3) à l'utiliser comme couverture dans un but quelconque.*

Dans le premier cas, on n'obtiendra naturellement pas grand-chose, mais, dans les autres, tout peut être atteint. Il me semble qu'on ne cherche plus à faire des sympathisants des membres de l'organisation, mais qu'on leur demande des garanties absolues qui ne peuvent exister. Bien des choses dépendent de la perspective choisie : les éduquer pour en faire des sympathisants durables ou des révolutionnaires. Dans bien des cas, un sympathisant éprouvé peut aussi devenir un membre efficace de l'organisation.

Et puis, que veut dire chez vous un « sympathisant » ? La « sympathie » se rapporte-t-elle à une personne ou à la cause ? L'une comme l'autre doit être utilisée pour aplanir certaines difficultés techniques. Un ami assez isolé du mouvement, mais dévoué de sa personne, pourrait par exemple abriter les archives. Vous avez des amis de ce genre - pour les adresses aussi - et vous devriez vous efforcer de décentraliser les archives selon leurs diverses rubriques.

### **Sur le contrôle des rues et des entreprises et sur la critique du journal**

Dans l'exécution de ces tâches, la direction et le cercle interne ont priorité. Il faut contrôler soi-même le cercle interne ; la direction et le cercle interne doivent d'abord se prononcer eux-mêmes sur *Unser Wort* et le reste du matériel. De nombreux documents et numéros d'*Unser Wort* ont déjà été soumis à critique à X., mais je n'ai pas connaissance d'une critique de fond émanant de la direction, jusqu'à présent. Et cela jette une lumière caractéristique sur l'absurdité de la plainte d'O. selon laquelle il y aurait à X., trop de matériel « non traité ». Peut-être n'y a-t-il même pas tellement matière à critiquer ; en général, on est satisfait, on regrette tel ou tel défaut, on souhaiterait seulement en avoir davantage, et, pour le reste, on est d'accord. Je ne suis pas moi-même de cet avis, je pense même qu'il y a beaucoup de critiques à faire. Mais la « critique » qui a été faite jusqu'à présent suit absolument cette ligne. Nous avons des camarades qui ont de hautes fonctions, mais qui confondent critique et chicane, qui laissent passer des absurdités et des contradictions manifestes et qui chantent au contraire les louanges de travaux de mauvaise qualité. Il existe aussi de tels camarades à X. Nous ne sommes naturellement pas « fâchés » contre ces camarades, mais aussi longtemps qu'ils ne découvriront pas eux-mêmes où sont les véritables défauts, ils ne devront certainement pas se sentir supérieurs aux autres, ni rien exiger d'eux, dont ils ne sont pas eux-mêmes encore capables. Voilà qui rend sans doute l'« argument » de ce « matériel non traité » (par « d'autres » !) encore plus stupide.

### **Sur la question des rapports**

Des rapports, nous en avons eu qui venaient de X. X. a été pendant un temps en tête sur ce chapitre ; plus de la moitié de tous les rapports provenaient de cette circonscription. Malheureusement, on n'a pas tellement progressé par la suite dans ce domaine, il y a même eu un net relâchement. Il faut espérer qu'en liaison avec les tâches nouvelles il y aura ici aussi un renouveau. Et naturellement, il faut que la direction donne à nouveau l'exemple, qu'elle prenne l'initiative et qu'elle ne s'en tire pas en parlant de ce que d'autres « n'ont pas fait ».

### **Sur le travail d'instruction**

Si possible, on doit organiser des cours et des groupes d'études. On doit même s'y exercer tout spécialement et accumuler une grande expérience : les cercles sont aujourd'hui encore l'une des principales formes d'activité et ils sont bien trop peu développés.

En ce qui concerne les cours donnés à X., on a commis de nombreuses fautes, et on s'est mis à dos les camarades. Il faut en toutes circonstances être loyal, ne pas faire d'un cours un mystère, ou l'affaire de quelques « élus », faire savoir par des gens de confiance quand un cours doit avoir lieu. C'était une erreur, la manière dont on a procédé chez vous et réparti les cours. On s'est assis, et on a dit d'avance : un tel et un tel ne valent rien pour ce cours. C'est au contraire un esprit ouvert qu'il faut avoir devant les camarades. Si on fait un cours, on doit le dire à tout le monde. Le nombre de participants doit être libre, le cours doit souvent être aménagé en conséquence. Puis on parle de la répartition et on dit : « Entendez-vous librement pour savoir qui participera d'abord.

» On doit aussi se renseigner, rechercher dans les groupes les sujets convenables ; on doit demander aux camarades ce qui les intéresse, et peut-être les laisser eux-mêmes choisir les sujets.

### L'étude de la littérature marxiste

Il règne une tendance à juger les camarades à l'étalon de ce qu'ils ont lu ou pas lu. Cela ressortait très clairement du plan d'organisation établi par O. l'année dernière. Il y était carrément dit en substance que seul pouvait « compter » pleinement celui qui avait lu un nombre déterminé d'ouvrages marxistes. Le cas échéant, il faudra vous résigner à l'existence de camarades qui n'auraient pas lu *l'Anti-Dühring*<sup>28</sup>, et qui ne participeront pas non plus au cours. Dans ce domaine comme dans les autres, il s'agit de faire preuve de souplesse ! Chacun veut être pris pour ce qu'il est - un « programme » strict, que tous devraient suivre, ne vaut rien en la matière. Comme individus, tous les camarades ont un comportement différent, mais il y a un minimum commun :

- 1) être abonné au journal de manière certaine,
- 2) payer sa cotisation,
- 3) accomplir un travail déterminé, approprié, de caractère technique ou autre.

Mais il me faut le redire : on doit toujours donner l'exemple aux camarades, ne pas les mépriser parce qu'ils n'ont pas lu *l'Anti-Dühring*. Pour juger les camarades, il faut se placer du point de vue essentiel : le mouvement. Cela signifie que, si un mouvement politique fait des progrès dans le pays, il y aura tout d'un coup des camarades, dont on considérerait jusque-là qu'ils ne valaient pas grand-chose, qui apparaîtront comme tout à fait nécessaires, parce qu'alors se sera subitement ouvert à eux un domaine d'activité dans lequel ils pourront se mouvoir. Il faut savoir attendre ce moment et considérer les camarades selon leurs aptitudes. Surtout, avant d'en arriver au point où tous donneront le maximum d'eux-mêmes, il faudra attendre longtemps. Dans l'avenir, on aura besoin, pour chaque poste, de gens dévoués et parfaitement formés. Une véritable relation de confiance sur la base d'un travail solide, une véritable confiance dans la direction, chacune est impensable sans l'autre.

Ainsi, pas de rigidité dans les questions de travail. N'exiger d'abord des résultats en toutes circonstances que de la direction et du cercle interne, et donner ainsi aux camarades un exemple. Avant tout, se débarrasser dans sa propre conscience de tout sentiment de supériorité. Car des camarades, qui n'ont pas grande valeur aujourd'hui, peuvent demain accéder à une position importante, devenir par exemple des commandants de l'Armée rouge, ce qui est au moins aussi important que d'être, comme O., commissaire à l'instruction du peuple.

Pour quiconque veut devenir un homme dur, il est indispensable d'être souple. Sans quoi, on n'est que raide. En général, les intellectuels ont beaucoup plus de mal dans ce domaine que les ouvriers, parce qu'ils ont habituellement un savoir plus grand, une éducation formelle qui les rend présomptueux. Les intellectuels ont dans la tête de grands projets, ils comprennent parfaitement tout ce qui se passe dans la sphère bourgeoise, mais il n'en va pas de même avec le marxisme. Ils ne comprennent pas, par exemple, comment les masses se mettent en mouvement. Avant eux, il y a toujours un magister qui a tout pensé pour eux.

Il faut que les intellectuels s'appliquent bien davantage à se discipliner eux-mêmes. Ils n'apprennent la plupart du temps l'ordre et la rigueur que lentement et à travers de graves crises. A un certain stade, même la meilleure volonté ne suffit plus. On doit pouvoir renoncer à soi en tant que personne : on devient alors plus tolérant à l'égard d'autrui. L'intolérance est toujours la preuve d'un déséquilibre intérieur. A X., presque tout le groupe souffre de ce défaut. Mais le marxisme produit un sentiment déterminé de l'existence, parce qu'on peut observer son exactitude dans la rue, dans la vie de tous les jours. Il doit être pour nous une forme d'existence, et ne peut être traité comme une question académique. Voici donc ce qu'il faut apprendre : faire en sorte que la vie quotidienne déteigne sur la position intellectuelle (ou théorique) du marxiste. Ce n'est pas une question de manières, et de bonne ou mauvaise apparence - peut-être vous souvenez-vous de quelle façon impitoyable je me suis moqué de Bauer et d'autres qui avaient confondu l'essence du bolchevisme avec l'esprit philistin, provincial et insipide qui était le leur.

On fait d'ailleurs la révolution avec relativement peu de marxistes, même à l'intérieur du parti. Dans ce cas, c'est le collectif qui supplée à ce que l'individuel ne peut atteindre. Déjà un domaine partiel constitue une chose qu'un individu peut à peine maîtriser : il faut des spécialistes, qui se complètent mutuellement. De tels spécialistes sont souvent des « marxistes » tout à fait passables, sans être vraiment des marxistes, parce qu'ils travaillent sous le contrôle de véritables marxistes. Le parti bolchevique dans son ensemble en constitue un exemple éclatant. Sous le contrôle de Lénine et de Trotsky, Boukharine, Molotov, Toms<sup>29</sup> et des centaines d'autres ont été de bons marxistes, capables de grandes réalisations. Mais dès que ce contrôle a disparu, ils ont honteusement décliné. Cela ne provient pas de ce que le marxisme est une science secrète : il est simplement difficile d'échapper à la pression colossale de l'entourage bourgeois et de toutes ses influences.

### Le groupe de X. comme totalité

il me semble que le groupe n'est nullement dans une situation désespérée : il y a même des preuves politiques. Je n'ai pas pu contrôler avec plus de précision la façon dont s'est déroulée la discussion sur le tournant dans la Ligue française<sup>30</sup>, mais il est

<sup>28</sup> Il s'agit de l'ouvrage de Friedrich Engels, *M. Dühring bouleverse la Science* (1878).

<sup>29</sup> Mikhaïl TOMSKY (1880-1936), typographe, vieux-bolchévick, dirigeant des syndicats après octobre 1917, dirigeant de la « droite » du parti. Nikolas I. BOUKHARINE (1888-1938), bolchevik en 1906, avait été considéré comme l'un des meilleurs théoriciens marxistes du temps de Lénine avant de devenir l'allié de Staline et le chef de file de la droite. Quant à Viatcheslav M. SKRIABINE dit MOLOTOV (né en 1890), bolchevik en 1906, il avait maintenu en 1917 contre Kamenev et Staline une ligne ferme d'opposition au gouvernement provisoire, avant de devenir des années plus tard un des hommes à tout faire de Staline.

<sup>30</sup> La section allemande avait été plus que toute autre secouée par la crise ouverte au sein de la L.C.I. par le « tournant français » et le débat sur l'« entrisme ». La majorité de sa direction à l'étranger, conduite par Bauer avait condamné l'entrisme dans son principe même, et dénoncé dans le tournant une entreprise de « liquidation ». Berlin avait envoyé à la conférence de Dietikon, à Noël 1934, deux délégués, Walter NETTELBECK, dit Jan BUR (1901-1976), partisan du « tournant français » et Walter HERZ (né en 1915), qui le critiquait.

certain que c'est justement au moment de ce tournant que le groupe a connu la vie politique la plus intense. Ce n'est certainement pas l'effet du hasard. En m'appuyant plutôt sur les lettres que j'ai reçues (que je lis toujours avec beaucoup de soin, en les comparant entre elles), je pense que cette discussion, qui a entraîné une crise dans tous les autres groupes, prouve que votre groupe est suffisamment développé du point de vue politique, et que tous les faits concomittants permettent de penser que, sur la base des questions politiques, il peut redevenir un groupe normal. Il n'y avait à l'époque pas moins de matière qu'aujourd'hui à des conflits et frictions personnels. Comme il est « normal », ces conflits sont apparus immédiatement à l'occasion du tournant dans les autres groupes. Chez vous, ils sont passés à l'arrière-plan, et le danger politique vous a fait serrer les rangs : il n'y a pas eu de crise, et la vie politique et organisationnelle est restée intacte.

C'est sur cela qu'il faut s'appuyer, en le considérant comme une preuve de maturité politique. Pour le groupe de X., ce fut même une occasion excellente de vérifier dans la pratique et d'appliquer certaines idées politiques et organisationnelles dont il s'était occupé bien plus tôt et bien plus à fond que d'autres. On peut dire sans détour que, consciemment ou non, tout le groupe a fait alors la preuve de son savoir théorique. L'expérience a pleinement réussi : je n'ai pas hésité un instant à vous donner en modèle<sup>31</sup>. N'allez pas croire en effet que votre comportement ait été insignifiant. Il nous a facilité la victoire à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale, en renforçant d'emblée notre position. Ce n'est pas peu, c'est même tout. A présent, il faudrait se mettre à travailler systématiquement les questions qui se posent, afin d'utiliser l'expérience de ces deux années pour pouvoir reprendre le travail politique. Je prétends même que c'est dans les moments où l'on est contraint de se soucier des problèmes politiques, où arrivent les nouvelles politiques, que se manifeste le véritable caractère d'un groupe. Et de ce point de vue, je suis optimiste à votre sujet : 90 % de vos difficultés résultent de défauts techniques. On pourrait même dire que ce sont justement vos acquis politiques et théoriques qui ont produit une certaine gêne et une certaine absence de frictions politiques. A l'inverse de tous les autres, vous avez si bien compris le tournant français que vous avez cessé de l'appliquer, ou que vous l'avez appliqué de façon moins mécanique au S.A.P. Et dans la question du conflit avec l'Eglise, par exemple, nos camarades sont des pionniers. C'est-à-dire qu'on trouve une tradition homogène : de ce que nous avons appris en quelques années de travail commun jusqu'au tournant français, il y a une ligne droite. La difficulté, maintenant, après toutes ces erreurs d'organisation et de méthode, c'est de trouver la voie qui conduise à un travail pratique ordonné et régulier, chose qui est d'autant plus nécessaire que s'annoncent de nouvelles tâches politiques. J'en suis certain : avec quelque chose comme une « amnistie » générale et de la générosité, nous allons bientôt reprendre notre marche en avant. Et dans quelque temps, on ne fera que rire avec indulgence de la « tragédie » actuelle - sans toutefois en oublier les enseignements. Comme je l'ai dit, j'en doute d'autant moins qu'il va bientôt y avoir du travail politique. Premier principe : la direction ne doit pas se soucier des ragots, et tous les bons camarades doivent en faire autant.

Sur l'opinion qui s'exprime parfois et selon laquelle on piétinerait et on aurait perdu pour rien deux ans

En réalité, aucun travail vraiment effectué n'est vain, aussi négatif qu'il puisse apparaître. Concrètement, les choses sont ainsi faites qu'on s'éduque et qu'on se développe soi-même dans son travail. Et même si, après deux années, il n'y avait pour tout résultat que de devoir faire un bilan de cette tranche de sa vie et de reconnaître telle ou telle erreur, c'est déjà un résultat dont on ne saura jamais assez apprécier la valeur pour le développement individuel et collectif. Nous cherchons toujours des exemples de dialectique. Eh bien, en voici un. Un tailleur serait-il devenu un bon tailleur si, du temps qu'il était apprenti, il n'avait tout à fait massacré une douzaine de costumes ? On doit, de toute son énergie pour autant qu'il soit vrai que ces deux années aient été inutiles aller rechercher ce qui était positif dans les choses négatives et s'efforcer d'éliminer définitivement, sur la base de l'expérience, les défauts et les faiblesses qui sont apparus au cours de ces deux années. En général, l'homme n'apprend que de ses erreurs - surtout dans le mouvement prolétarien. Tous les camarades qui sont passés par l'ancien mouvement pourraient, d'un certain point de vue, considérer aussi cette époque comme du « temps perdu ». En réalité, c'est précisément cette activité, aussi vaine qu'elle semble avoir été, qui a fait de nous ce que nous sommes aujourd'hui malgré tout, au moins des marxistes.

On aura toujours l'impression de marquer le pas tant que, sur la base des expériences faites, on ne franchira pas le seuil qui sépare de la réalisation concrète du travail effectivement nécessaire. Quiconque fait aujourd'hui un bilan doit se dire : si le travail proposé ici avait été accompli par la direction et dans la direction, on serait déjà bien plus avancé et on pourrait consigner des progrès dans le domaine organisationnel.

En outre - ce qui est le plus important - un certain piétinement sur place, au sens politique, est inévitable aussi longtemps que la vie politique elle-même est à ce point restreinte et étouffée que seuls peuvent exister des cercles, de petits groupes et d'autres choses semblables. Le fait que le fascisme laisse peu de place à la vie politique - nous n'avons pas pour le moment de mouvement ouvrier, mais seulement une vie de cercle - va fatiguer les camarades qui sont dans l'illégalité, leur fera apparaître la situation comme sans issue, et accroîtra leur insatisfaction à l'égard de l'organisation. Mais par ailleurs ce processus a aussi son bon côté : en aucune circonstance on ne peut former, si on travaille opiniâtrément, de cadres plus stables, plus éduqués et plus disciplinés que précisément dans l'illégalité<sup>32</sup>.

<sup>31</sup> Il n'y avait pas eu de scission formelle avant la conférence de Dietikon. Il semble cependant que l'unité de l'I.K.D. à Berlin avait été sérieusement menacée au cours des mois suivants, car les anciens adversaires de l'entrisme dans la social-démocratie avaient tenté une opération (quelque peu « entriste » !) de conquête du S.A.P. dans la capitale. Mais ils avaient été « découverts » par les dirigeants du S.A.P. et l'unité de l'I.K.D. avait été ainsi maintenue ou rétablie.

<sup>32</sup> Le cercle de la Gestapo était en train en réalité de se refermer sur les clandestins allemands. A l'automne, Jan Bur, traqué, recevait du S.I., l'ordre de quitter l'Allemagne et de rejoindre la direction à l'étranger. Quelques semaines plus tard, l'organisation berlinoise était décapitée par l'arrestation de ses principaux dirigeants, dont Hans BERGER, dit FREDDY (né en 1916). Des procès et condamnations de trotskystes en Allemagne allaient pourtant être connus à l'étranger jusqu'en 1939.

## Rétablir la discipline

13 juin 1935

---

*International Information Bulletin*, W.P.U.S., n° 2, 7 septembre 1935. Retraduit ici de l'anglais. Lettre au S.I., signée Crux. Trotsky, au cours de son séjour forcé à Paris chez le Dr Rosenthal, père de son avocat et camarade Gérard Rosenthal, avait eu plusieurs entretiens avec des camarades parisiens, et cette lettre était l'un de leurs résultats.

---

Chers Camarades,

La question des rapports entre notre section française et le groupe du camarade Naville<sup>33</sup> est devenue extrêmement aiguë. Je n'ai pas l'intention de m'étendre sur le passé, mais sur ce qui est le plus récent. Je mentionne seulement ce fait absolument anormal et intolérable : le document « indépendant », avec les signatures de Naville et de trois camarades de notre section, qui a été mis en circulation à l'époque du congrès de Mulhouse<sup>34</sup>. Ce seul fait démontre que nous ne pouvons plus continuer dans cette équivoque.

Sur le plan des principes politiques, il n'y a pas de divergences. Protester contre le « mauvais régime », et s'en servir comme argument pour perpétuer un régime dix fois pire est absurde. En tout cas, en tant qu'organisation internationale, nous ne pouvons du tout tolérer qu'un groupe qui se déclare lui-même d'accord sur les principes exige de nous, de façon ultimatisée, que nous « améliorions » le régime de notre section pour qu'il puisse nous rejoindre. Le régime doit être amélioré par une collaboration commune. Nous estimons énormément les qualités de quelques-uns des camarades qui composent le groupe du camarade Naville, mais nous ne pouvons tolérer que se prolonge cette situation équivoque.

Que faire ? A mon avis, la réponse est donnée par la situation générale. Le secrétariat international pourrait peut-être réunir ensemble les représentants de notre section et du groupe de Naville, et arriver avec eux à un accord sur la manière et la période appropriées pour la fusion. Il serait dangereux de fixer un intervalle trop long, par exemple de plus de trois ou quatre semaines. La décision doit être catégorique et obligatoire. Le secrétariat international doit en contrôler lui-même l'exécution. Il faut espérer que les responsabilités exceptionnelles qui pèsent sur nous et les énormes possibilités qui s'ouvrent devant nous imposeront à tous les bolcheviks-léninistes la nécessaire discipline.

---

<sup>33</sup> Pierre NAVILLE (né en 1904), ancien dirigeant des étudiants communistes, avait rejoint le P.C. en 1926 en tant que partisan de l'Opposition de gauche, et avait fait de la revue *Clarté*, devenue *La Lutte de Classes*, la revue théorique de cette dernière. Il avait été en conflit avec Molinier dès le début des années trente. En 1934, avec l'italien Blasco, il avait protesté contre la façon dont l'« entrisme » dans la S.F.I.O. avait été imposé à la section française par Raymond Molinier dont il était toujours l'adversaire. Son groupe était entré cependant à la S.F.I.O. peu après le G.B.L. Partisan de l'unification, Naville exigeait cependant, avant de la consommer, une sérieuse amélioration du « régime interne ». Il avait rendu visite à Trotsky à Domène.

<sup>34</sup> Il s'agit d'une contribution en vue de la préparation du congrès de Mulhouse, datée du 7 juin 1935 et intitulée « Pour un gouvernement ouvrier et paysan », signée de « La rédaction de Lutte de Classes et bolcheviks-léninistes de la S.F.I.O. ». Ce texte était suivi de onze signatures, dont celles de Pierre Naville, Julien (Blasco) et ses proches camarades, mais aussi de Gérard (Gérard Rosenthal), et Rigal (Louis Rigaudias) qui étaient membres du C.C. du G.B.L.

## Pour la IV<sup>e</sup> Internationale

### Lettre ouverte aux organisations et groupes révolutionnaires prolétariens juin 1935

*Biulleten Oppositsii*, n° 44, juillet 1935. Traduit du russe. Cette « Lettre ouverte » - parfois appelée « Lettre des cinq », et à laquelle Trotsky fait référence en l'appelant le « manifeste pour la IV<sup>e</sup> Internationale » - fut rédigée par Trotsky et publiée pour la première fois dans *Unser Wort* n° 8 en juillet 1935. Elle ne fut publiée qu'un peu plus tard dans le reste de la presse trotskyste mondiale, après avoir été augmentée notamment par les Américains. Dans la présentation qu'il en fait dans le *New Militant* du 3 août 1935, A.J. Muste, président du W.P.U.S., explique que le plénum de juin de son parti avait décidé de la signer, à la condition que soit accordé au S.A.P. un délai d'un mois pour ajouter sa propre signature, pendant lequel elle ne devrait pas être rendue publique. Les passages et sous-titres ne figurant pas dans le texte russe sont entre crochets [...].

L'arrivée au pouvoir de Hitler, sans la moindre résistance de la part des deux « puissants » partis ouvriers, dont l'un s'appuyait en outre sur l'U.R.S.S., a définitivement révélé au grand jour la pourriture interne de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales. En août 1933, quatre organisations (la Ligue internationale des communistes internationalistes (bolcheviks -léninistes), le parti socialiste révolutionnaire de Hollande, R.S.P., le parti socialiste indépendant de Hollande, O.S.P., et le parti socialiste ouvrier d'Allemagne, S.A.P.) ont, pour la première fois, formulé dans un document programmatique la nouvelle tâche historique : *créer la IV<sup>e</sup> Internationale*<sup>35</sup>. Les événements qui se sont produits depuis ont confirmé de manière irréfutable qu'il n'existe pas d'autre voie.

#### [La II<sup>e</sup> Internationale a conduit le prolétariat de catastrophe en catastrophe]

L'écrasement du prolétariat autrichien a montré qu'il ne suffit pas, pour vaincre, d'appeler au dernier moment à l'insurrection<sup>36</sup>, lorsque le parti est acculé à une impasse, les masses désorientées et accablées par l'opportunisme. Il faut préparer systématiquement la victoire par une politique révolutionnaire dans tous les domaines du mouvement ouvrier.

C'est la même leçon qui découle indiscutablement de l'écrasement du prolétariat espagnol. Il est impossible, dans quelques conditions que ce soit, et à plus forte raison dans le cours d'une révolution, de tourner le dos aux travailleurs pour former un bloc avec la bourgeoisie. Il est impossible d'attendre et d'exiger des masses trompées et déçues qu'elles prennent les armes à l'appel tardif d'un parti en qui elles ont perdu confiance<sup>37</sup>. La révolution prolétarienne ne peut pas s'improviser sur l'ordre d'une direction qui a fait faillite. Il faut préparer la révolution par une lutte de classe incessante et implacable, qui conquiert pour la direction la confiance indéfectible du parti, qui soude l'avant-garde à l'ensemble de la classe, qui place le prolétariat à la tête de l'ensemble des exploités de la ville et de la campagne. Après l'écroulement ignominieux de la principale section du réformisme - la social-démocratie allemande pourrie jusqu'à la moelle -, c'est l'aile « gauche » de la II<sup>e</sup> Internationale qui s'est écroulée en Autriche et en Espagne. Pourtant ces terribles leçons passent sans laisser de traces : les cadres dirigeants du réformisme dans les partis et les syndicats ont dégénéré jusqu'à la moelle. Leurs intérêts matériels et leurs conceptions patriotiques les lient à la bourgeoisie, et ils sont absolument incapables de s'engager dans la voie de la lutte des classes.

#### [La social-démocratie enchaînée au char de la bourgeoisie]

Les partis de la II<sup>e</sup> internationale s'accommodent fort bien de ce que leur président belge, au premier signe du capital financier, se soit joint aux affairistes catholiques et libéraux<sup>38</sup> pour sauver les banques sur le dos des masses laborieuses. Vandervelde a été immédiatement suivi par le prétentieux critique de Marx, l'inventeur d'un « plan », De Man<sup>39</sup>, et le centriste « de gauche » Spaak n'a pas tardé à trahir l'opposition socialiste pour une livrée de ministre<sup>40</sup>.

Malgré leçons et avertissements, le parti socialiste, en France, continue vainement de se cramponner aux basques de la bourgeoisie « républicaine » et place plus d'espoir en l'amitié des radicaux qu'en la force révolutionnaire du prolétariat. Dans tous les autres pays, dans toutes les parties du monde, en Hollande, en Scandinavie, en Suisse, la social-démocratie, en dépit de la putréfaction du capitalisme, continue à être l'agence de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière et révèle sa totale incapacité à mobiliser les masses pour sa propre défense contre le fascisme.

<sup>35</sup> Allusion à la « déclaration des quatre » pour la IV<sup>e</sup> Internationale, cf. *Œuvres* 2, juillet-octobre 1933, pp. 130-135.

<sup>36</sup> C'était à la suite d'une série de mesures antidémocratiques accompagnées de provocations directes que les milices ouvrières du Schutzbund avaient finalement décidé de répondre les armes à la main aux entreprises du gouvernement du chancelier Dollfuss en février 1934.

<sup>37</sup> Le parti socialiste ouvrier espagnol avait, depuis plusieurs mois, annoncé son intention de résister les armes à la main au cas où les représentants de la droite, la C.E.D.A., entreraient dans le gouvernement espagnol. Il avait pris quelques mesures en ce sens, constitution de ses propres milices et stockage d'armes. Le 2 octobre 1934, sa direction, par l'intermédiaire de ses représentants à l'Alliance ouvrière de Madrid, avait fait connaître sa décision de passer à l'insurrection si la droite entrait au gouvernement. Ce fut chose faite le 4 octobre, et le parti socialiste se contenta de lancer le mot d'ordre de grève générale, la répression étouffant dans l'œuf - sauf aux Asturies - toute velléité insurrectionnelle.

<sup>38</sup> Le dirigeant du P.O.B. et de son aile droite, président de l'Internationale ouvrière socialiste, Emile Vandervelde, était devenu ministre sans portefeuille dans le gouvernement d'« union nationale » que présidait le leader catholique Paul Van Zeeland.

<sup>39</sup> Le leader socialiste Hendrik De Man accepta d'entrer avec le portefeuille des travaux publics dans le gouvernement Van Zeeland qui avait pourtant expressément rejeté son « plan ».

<sup>40</sup> Ancien leader de l'opposition de gauche dans le P.O.B. et directeur de l'hebdomadaire *Action socialiste*, Paul-Henri Spaak, qui avait rencontré Trotsky et correspondu avec lui, avait également accepté la décision de son parti de se rallier à l'union nationale et en avait été récompensé par le poste de ministre du travail dans le gouvernement Van Zeeland.

Si les succès électoraux du Labour Party le ramenaient au pouvoir<sup>41</sup>, le résultat ne serait pas une transformation socialiste pacifique de la Grande-Bretagne, mais la consolidation de la réaction impérialiste, c'est-à-dire une époque de guerre civile, face à laquelle la direction du Labour Party ne manquerait pas de révéler sa complète carence. Les crétins parlementaires et trade-unionistes devront encore se convaincre que la menace fasciste n'est pas moins réelle en Angleterre que sur le continent.

Le développement impétueux de la crise aux Etats-Unis, l'enchaînement ininterrompu de grandes luttes grévistes, et l'organisation de la classe ouvrière à travers les possibilités ouvertes par la démagogie du « plan » de Roosevelt<sup>42</sup> rencontrent sur leur chemin, au sein du mouvement ouvrier, des forces profondément conservatrices et bourgeoises<sup>43</sup>. Quant au parti stalinien, il est ligoté par les déclarations solennelles de Litvinov, lequel, en échange de la reconnaissance de l'U.R.S.S. par l'impérialisme yankee, a publiquement renié les communistes américains<sup>44</sup>. Ce parti, corrompu par une décennie de politicieries sans principes et d'expériences liquidatrices avec des partis (Farmer-Labor Party) qui n'ont rien de commun avec des partis prolétariens ni par leur composition, ni par leur programme<sup>45</sup> - ce parti stalinien, sur les ordres de Moscou, se borne au rôle de mouvement d'intellectuels de gauche agissant aux Etats-Unis en qualité de valet de la diplomatie stalinienne. Mais la profonde crise de l'impérialisme américain éveille de larges couches de travailleurs de ce pays de leur sommeil semi-provincial, chasse peu à peu leurs illusions bourgeoises et petites-bourgeoises, pousse le prolétariat vers des actions de classe de grande envergure (grèves à Toledo, Minneapolis, San Francisco<sup>46</sup>), et crée pour le parti marxiste-révolutionnaire la possibilité de conquérir une large et profonde influence sur le développement et l'organisation de la classe ouvrière américaine. Le rôle historique qui incombe à la IV<sup>e</sup> Internationale et à sa section américaine, non seulement dans les deux Amériques, mais sur l'arène mondiale, est d'une particulière importance, [de même que l'écrasement de l'impérialisme américain sera d'une énorme signification pour le prolétariat mondial].

### [L'effroyable naufrage de l'I.C. dans le monde]

Pendant ce temps, la III<sup>e</sup> Internationale ne fait que gaspiller les derniers restes de l'influence et de l'autorité qu'elle avait acquises au cours des cinq premières années de son existence. En Autriche et en Espagne, l'Internationale communiste, malgré des circonstances extrêmement favorables, n'a pas réussi à créer une organisation tant soit peu influente, mais encore a systématiquement discrédité aux yeux des travailleurs l'idée même du parti révolutionnaire. Le plébiscite sarrois constitue une preuve que le prolétariat allemand a perdu tout reste de confiance, non seulement dans la social-démocratie, mais aussi dans le parti communiste - ce parti qui a capitulé de façon aussi honteuse devant Hitler<sup>47</sup>. En Grande-Bretagne, en Belgique, en Hollande, en Scandinavie, dans les deux Amériques et en Orient, les sections de l'Internationale communiste, accablées par le poids de douze années d'une politique fatale, sont incapables de sortir de leur insignifiance.

Après la catastrophe allemande, l'Internationale communiste a certes substitué la politique capitularde du front unique à tout prix à la politique aventuriste de la « troisième période ». Néanmoins, l'expérience de la France, où ce dernier tournant a revêtu sa plus grande ampleur, démontre que l'Internationale communiste, à travers toutes ses contradictions et ses zigzags, parvient à conserver son rôle de frein de la révolution prolétarienne. En refusant la création d'une milice ouvrière contre le danger fasciste immédiat, en remplaçant la lutte pour le pouvoir par un programme de revendications partielles, l'Internationale communiste sème les pires

<sup>41</sup> Les succès remportés par les candidats du Labour Party aux élections municipales en novembre de l'année précédente faisaient pronostiquer un succès aux élections législatives prévues pour novembre 1935 : le Labour Party y gagna en effet près de trois millions de voix, triplant le nombre de ses élus, mais ne remporta pas la majorité.

<sup>42</sup> Le mouvement de syndicalisation de masse qui caractérise l'histoire sociale des Etats-Unis dans cette période prit effectivement appui sur la section 7 a) du *National Industrial Recovery Act*, laquelle reconnaissait formellement aux ouvriers le droit de s'organiser, de négocier des contrats collectifs, de désigner leurs propres représentants hors de toute ingérence ou pression patronale, sonnait ainsi le glas des « syndicats maison ».

<sup>43</sup> Le mouvement d'organisation syndicale des travailleurs américains se heurtait alors directement au sabotage de la bureaucratie syndicale de la centrale American Federation of Labor (A.F.L.) qui se cramponnait au principe du « syndicalisme de métier » réservant la syndicalisation aux seuls ouvriers qualifiés. C'est ainsi que William Green, président de l'A.F.L., avait fait tout son possible d'abord pour empêcher la constitution d'un syndicat des travailleurs de l'automobile, puis, quand il eût échoué, pour le maintenir sous le contrôle direct de l'exécutif de l'A.F.L. Au moment où était rédigée la « Lettre ouverte », le fait nouveau était qu'une fraction de la bureaucratie syndicale - groupée autour du dirigeant syndical des mineurs (U.M.W.), John L. Lewis -, comprenant qu'il fallait prendre la tête du mouvement de syndicalisation de masse sous peine d'être balayée prenait les initiatives qui allaient aboutir à la fondation du C.I.O.

<sup>44</sup> Allusion à la déclaration de Litvinov, le 16 novembre 1933, connue sous le titre de « pledge on propaganda », dans laquelle le gouvernement soviétique s'engageait, non seulement à ne pas s'ingérer dans « les affaires intérieures des Etats-Unis », mais à ne pas tolérer sur son propre territoire l'activité d'organisations ou groupes ayant pour objectif « un changement de l'ordre social ou politique aux Etats-Unis » (*New York Times*, 18 novembre 1933).

<sup>45</sup> En 1924, le Workers Party des Etats-Unis (nom légal du P.C.) avait fondé un « parti ouvrier et paysan », Farmer-Labor Party, qui avait un programme populiste, avec quelques personnalités qui souhaitaient l'engager dans la campagne présidentielle du sénateur La Follette.

<sup>46</sup> La grève de Toledo, à l'usine Auto-Lite, avait été lancée le 13 avril 1934 par un local A.F.L. récemment fondé ; les grévistes firent appel au soutien de la Ligue des chômeurs animée par les militants locaux de l'A.W.P. de Muste. Le conflit, marqué par l'organisation de piquets de grève massifs et des manifestations monstres, s'acheva le 4 juin par une capitulation de la compagnie. A Minneapolis, trois grèves successives, magnifiquement organisées par le Local 574 de l'A.F.L. et surtout le noyau de militants de la C.L.A. qui y détenaient des responsabilités, les frères DUNNE, Vincent R. (1899-1970), Miles (1896-1958), Grant (1894-1941), Carl SKOGLUND (1884-1961) et Farrell DOBBS (né en 1907), aboutirent également à une éclatante victoire sur le patronat local et les autorités qui le soutenaient, concrétisée par l'accord signé le 22 août. Enfin, à San Francisco, la grève des 25 000 dockers qu'animait Harry Bridges, lié au parti communiste, l'avait emporté au bout de onze semaines, moins par ses résultats immédiats que par la puissance du mouvement d'organisation qu'elle avait suscitée. Dans son ouvrage sur l'histoire du C.I.O., *Labor Giant Step*, Art PREIS (1911-1964), l'un des organisateurs de Toledo, a consacré un chapitre à ces « trois grèves qui pavaient la voie ». Farrell Dobbs a consacré à la grève de Minneapolis le premier de ses ouvrages de souvenirs, *Teamster Rebellion*.

<sup>47</sup> Rappelons qu'en janvier 1935 472 000 Sarrois avaient voté pour le rattachement au Reich, auquel 48 000 seulement s'étaient opposés.

illusions du réformisme et du pacifisme, et soutient en réalité la droite des partis socialistes contre leur gauche, démoralise l'avant-garde prolétarienne et fraie la voie au coup d'Etat fasciste.

Enfin, le parti qui a fondé l'Internationale communiste, le parti communiste de l'U.R.S.S., a été complètement réduit en miettes au cours des dernières années par la bureaucratie incontrôlée qui a transformé la dictature du prolétariat en l'absolutisme conservateur de Staline. Par les persécutions, les falsifications, les amalgames et une sanglante répression, la clique dirigeante s'efforce d'étouffer dans l'œuf toute manifestation de pensée marxiste. Nulle part au monde le léninisme véritable n'est persécuté aussi bestialement qu'en U.R.S.S.

### **[Staline a signé le certificat de décès de l'I. C.]**

Le tout dernier soubresaut opportuniste de l'Internationale communiste est étroitement lié au tournant soviétique en politique étrangère vers la Société des Nations et l'alliance militaire avec l'impérialisme français. La bureaucratie dirigeante de l'U.R.S.S. est arrivée définitivement à la conclusion que l'Internationale communiste est incapable de lui apporter la moindre assistance contre le danger de guerre et qu'en même temps elle est gênante pour le travail de la diplomatie soviétique. La dépendance humiliante et véritablement servile de l'Internationale communiste vis-à-vis des sommets soviétiques se manifeste de façon particulièrement nette à travers la récente déclaration de Staline approuvant la défense nationale de l'impérialisme français<sup>48</sup>.

C'est par l'intermédiaire d'un ministre impérialiste<sup>49</sup> que le chef de l'Internationale communiste a donné au parti communiste français l'ordre de conclure aujourd'hui avec la bourgeoisie française une trêve patriotique. Ainsi, la III<sup>e</sup> Internationale, dont le congrès n'a pas été réuni pendant presque sept ans, est-elle maintenant officiellement passée de la position internationaliste à celle du social-patriotisme le plus plat et le plus servile. Que le 7<sup>e</sup> congrès, toujours reporté, se tienne ou non, la III<sup>e</sup> Internationale ne ressuscitera pas. Le communiqué Staline-Laval constitue son acte de décès.

### **[Un nouveau massacre et une nouvelle trahison sont imminents]**

Pendant ce temps, les forces destructrices du capitalisme impérialiste poursuivent leur infernale besogne. La désagrégation de l'économie mondiale, le chômage de dizaines de millions d'hommes, la ruine de la paysannerie mettent impérieusement la révolution socialiste à l'ordre du jour. Les travailleurs, exaspérés et furieux, cherchent une issue. La prostration, l'écroulement et la putréfaction de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales laissent le prolétariat sans direction révolutionnaire, et poussent les masses petites-bourgeoises sur la voie du désespoir. Les chefs faillis cherchent à rejeter la responsabilité de la victoire du fascisme sur la prétendue « passivité » du prolétariat : ainsi la calomnie vient-elle s'ajouter à la trahison politique.

Se débattant dans l'étau de contradictions insurmontables, le capitalisme prépare une nouvelle saignée des peuples. Ministres et dictateurs spéculent ouvertement sur la question de savoir si la guerre éclatera dans un an ou dans trois ans. Tous les gouvernements sont en train de préparer à qui mieux mieux les moyens les plus destructeurs et ainsi, de tous les côtés, rapprochent l'explosion qui pourrait être infiniment plus terrible que la guerre de 1914-1918.

Les dirigeants des prétendus partis ouvriers et des syndicats chantent à pleine voix les louanges des beautés de la paix, bavardent sur le désarmement, s'efforcent de persuader leurs gouvernements de se réconcilier entre eux, entretiennent les espoirs des masses dans la Société des Nations et, en même temps, jurent fidélité à la cause de la « défense nationale », c'est-à-dire à la défense de la domination bourgeoise, avec ses guerres inévitables.

La diplomatie soviétique, sous le couvert du « front unique » et même de l'« unité organique », prépare, dans le dos des ouvriers conscients, l'union nationale entre les sections des deux Internationales et la bourgeoisie des pays militairement alliés à l'Etat ouvrier. Ainsi l'explosion de la nouvelle guerre doit-elle conduire à une nouvelle trahison qui éclipsera celle du 4 août 1914.

### **[Nous sommes plus forts aujourd'hui que les « gauches » de 1915]**

La trahison par la bureaucratie soviétique de la cause de la révolution internationale a rejeté le prolétariat mondial loin en arrière. Les difficultés auxquelles doit faire face l'avant-garde révolutionnaire sont incroyables. Sa situation est pourtant infiniment meilleure actuellement qu'elle ne l'était à la veille de la dernière guerre. Le capitalisme semblait alors tout puissant et presque invincible. La déchéance patriotique de l'Internationale fut une surprise totale, y compris pour Lénine. Partout, les éléments révolutionnaires ont été pris à l'improviste. La première conférence internationale - très faible numériquement et indécise dans sa majorité - a eu lieu plus d'un an après le début de la guerre. La formation des cadres révolutionnaires ne s'est effectuée que lentement. La majorité des zimmerwaldiens rejetait même la possibilité de la révolution prolétarienne. Seule la victoire d'Octobre en Russie, au cours du quarantième mois de la guerre, changea la situation en donnant un élan vigoureux à la formation de la III<sup>e</sup> Internationale.

Aujourd'hui, la faiblesse interne et la pourriture du capitalisme sont tellement évidents qu'ils servent de thème principal à la démagogie fasciste. Dans la formidable crise aux Etats-Unis, dans le non moins formidable chômage, dans l'aventurisme économique de Roosevelt, dans l'essor des grèves, dans la fermentation au sein de toutes les organisations ouvrières, apparaissent pour la première fois les conditions d'un puissant développement du mouvement révolutionnaire en Amérique du Nord. L'exemple de la première révolution prolétarienne victorieuse vit dans la mémoire des masses. L'expérience des grands événements des vingt dernières années s'est gravée dans la conscience des meilleurs militants. Des organisations, ou, au moins, des groupes révolutionnaires authentiques, existent dans tous les pays. Ils sont solidement liés les uns aux autres sur le plan des

---

<sup>48</sup> Nouvelle allusion à la déclaration commune de Staline et Laval du 15 mai précédent, où Staline avait approuvé la politique de « défense nationale » du gouvernement français.

<sup>49</sup> La déclaration de Staline sur la « défense nationale » avait été lue par Laval. Le P.C. avait aussitôt pris ce tournant, qui signifiait pour lui l'abandon de sa traditionnelle politique d'opposition à la « défense nationale », et proclama que Staline avait raison.

idées, et partiellement sur celui de l'organisation. D'ores et déjà, ils constituent une force incomparablement plus influente, plus homogène et mieux trempée que la « gauche de Zimmerwald » qui, à l'automne de 1915, prit l'initiative de préparer la IIIe Internationale.

A l'intérieur des partis et syndicats réformistes, des groupes d'opposition apparaissent et se renforcent. Certains ont pris la forme d'organisations indépendantes. Dans les sections de l'Internationale communiste, du fait du régime de bagne qui y règne, l'opposition a un caractère plus sourd et plus clandestin, mais elle se développe là aussi. Même en U.R.S.S., la nécessité d'épurations et d'actes de répression toujours renouvelés témoignent que la bureaucratie est incapable d'extirper l'esprit de la critique marxiste qu'elle déteste tant.

### **[L'unité à tout prix est une monstrueuse duperie]**

Les inclinations et les tendances d'opposition ont actuellement essentiellement un caractère centriste, c'est-à-dire intermédiaire entre le social-patriotisme et la révolution. Dans les conditions d'effondrement et de décomposition des organisations de masse traditionnelles, le centrisme constitue dans bien des cas un stade transitoire inévitable, même pour les groupes ouvriers progressistes. Les marxistes doivent savoir se rapprocher de toutes les tendances de ce type, pour accélérer par leur exemple et leur propagande leur passage sur la voie révolutionnaire. La condition du succès est une critique impitoyable de la direction centriste, la dénonciation des tentatives de recréer l'Internationale 2 ½, et l'explication inlassable du fait que les tâches révolutionnaires de notre époque condamnent d'avance à une faillite ignominieuse les unifications hybrides et informes.

Le mot d'ordre de l'« unité » de toutes les organisations ouvrières, indépendamment de leur programme et de leur tactique, est actuellement propagé avec zèle par tous les centristes et habilement exploité par les réformistes perspicaces qui craignent à juste titre d'être jetés par-dessus bord. Les centristes substituent souvent l'idée de la fusion des deux vieilles Internationales à celle de la nouvelle Internationale. En réalité, l'unité avec les réformistes et les social-patriotes de l'espèce social-démocrate ou stalinienne signifie, en dernière analyse, l'unité avec la bourgeoisie nationale et, par conséquent, la scission inévitable du prolétariat, tant sur le plan national qu'international, particulièrement dans l'éventualité d'une guerre. L'unité véritable de l'internationale et de ses sections nationales ne peut être assurée que sur des bases révolutionnaires marxistes, lesquelles, à leur tour, ne sauraient être créées que par une rupture avec les social-patriotes. Faire le silence sur les conditions de principe et sur les garanties de l'unité prolétarienne, c'est succomber aux illusions, largement répandues, c'est duper les travailleurs et préparer de nouvelles catastrophes.

### **[La nouvelle époque exige une nouvelle Internationale]**

La position humiliante et désespérée des vieilles Internationales est suffisamment caractérisée par le fait que le président de l'une est devenu l'humble ministre de Sa Majesté<sup>50</sup>, tandis que le véritable maître de l'autre se sert de l'organisation prolétarienne mondiale comme menue monnaie dans ses transactions diplomatiques<sup>51</sup>. Quelles que soient les manœuvres d'unification que pourront entreprendre ces deux bureaucraties également dépravées, ce ne sont pas elles qui créeront l'unité du prolétariat et ce ne sont pas elles qui indiqueront l'issue. Les efforts des centristes pour concilier l'inconciliable et pour sauver, en recollant les morceaux, ce qui est voué à la destruction sont condamnés d'avance. La nouvelle époque exige une nouvelle Internationale. La première condition du succès dans cette voie, c'est la consolidation, sur le plan national et international, des authentiques révolutionnaires prolétariens, des disciples de Marx et de Lénine, sur un programme commun et sous un drapeau commun.

Il serait fatal de prescrire pour tous les pays un itinéraire unique. En fonction des conditions nationales, du degré de décomposition des vieilles organisations ouvrières et, finalement, de l'état de leurs propres forces à un moment donné, les marxistes (les socialistes révolutionnaires, les internationalistes, les bolcheviks-léninistes) peuvent apparaître tantôt en tant qu'organisation indépendante, tantôt en tant que fraction à l'intérieur d'un des vieux partis ou syndicats. Bien entendu, partout, ce travail de fraction ne constitue jamais qu'une étape vers la création de nouveaux partis de la IV<sup>e</sup> Internationale, partis qui peuvent naître, soit du regroupement d'éléments révolutionnaires des vieilles organisations, soit de l'action de formations indépendantes. Mais, sur quelque arène que ce soit, et quelles que soient leurs méthodes de fonctionnement, ils sont tenus de se présenter au nom de principes fermes et de mots d'ordre révolutionnaires clairs. Ils ne jouent pas à cache-cache avec la classe ouvrière ; ils ne dissimulent pas leurs objectifs ; ils ne substituent pas la diplomatie et les combinaisons à la lutte principielle. *Toujours, et dans toutes les conditions, les marxistes expriment ouvertement ce qui est.*

### **[Seule la révolution peut empêcher la guerre]**

Le danger de guerre, qui est une question de vie ou de mort pour les masses populaires, constitue l'épreuve suprême pour tous les groupes et tendances au sein de la classe ouvrière. La « lutte pour la paix », la « lutte contre la guerre », « guerre à la guerre » et autres mots d'ordre ne sont que des phrases creuses et mensongères, s'ils ne s'accompagnent pas de la propagande et de l'application de méthodes révolutionnaires de lutte. L'unique moyen de mettre un terme à la guerre, c'est de renverser la bourgeoisie. L'unique moyen de renverser la bourgeoisie, c'est l'insurrection armée. Contre le mensonge réactionnaire de la «

---

<sup>50</sup> Allusion à Vandervelde.

<sup>51</sup> Nouvelle allusion à Staline, qui avait autorisé Litvinov à faire la déclaration mentionnée ci-dessus, et confié à Laval le soin de lire la déclaration mentionnée sur sa reconnaissance de la « défense nationale ».



défense nationale », il faut lancer le mot d'ordre de la destruction révolutionnaire de l'Etat national. A la maison de fous de l'Europe capitaliste, il faut opposer le programme des Etats-Unis socialistes d'Europe comme étape vers les Etats-Unis du monde entier.

Les marxistes rejettent catégoriquement les mots d'ordre pacifistes de « désarmement », d'« arbitrage » et d'« amitié entre les peuples » (c'est-à-dire entre les gouvernements capitalistes), etc., comme un opium pour les masses populaires. Les combinaisons entre les organisations ouvrières et les pacifistes petits-bourgeois (les comités Amsterdam-Pleyel<sup>52</sup> et autres entreprises semblables) rendent les plus grands services à l'impérialisme en détournant l'attention de la classe ouvrière de la réalité, avec l'âpreté de ses combats, pour la tourner au contraire vers des parades impuissantes.

La lutte contre la guerre et l'impérialisme ne peut être l'affaire de quelconques « comités » spéciaux<sup>53</sup>. La lutte contre la guerre, c'est la préparation à la révolution, c'est-à-dire l'affaire des partis de la classe ouvrière et de l'Internationale. Les marxistes proposent cette tâche grandiose à l'avant-garde prolétarienne, sans aucun détour. Au mot d'ordre débilitant du « désarmement », ils opposent celui de la conquête de l'armée et de l'armement des ouvriers. C'est précisément par là que passe l'une des plus importantes des lignes de clivage entre le marxisme et le centrisme. Celui qui n'ose pas énoncer à voix haute les tâches révolutionnaires, celui-là n'aura jamais le courage de les résoudre.

### **[La IV<sup>e</sup> Internationale se dresse sur les épaules de ses devancières]**

Dans l'année et demie qui s'est écoulée depuis la publication du premier programme de la IV<sup>e</sup> Internationale<sup>54</sup>, la lutte pour ses principes et ses idées n'a pas cessé un seul jour ; les sections et groupes révolutionnaires nationaux ont augmenté en nombre ; quelques-uns ont élargi leurs effectifs et leur influence ; d'autres sont parvenus à une homogénéité et une cohésion plus grandes ; des organisations du même pays se sont unifiées (Hollande, Etats-Unis) ; plusieurs documents programmatiques et tactiques ont été élaborés. Tout ce travail s'effectuera sans doute mieux encore quand il sera relié et unifié à l'échelle mondiale sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le danger de la guerre qui vient ne permet pas de reporter ces tâches d'un seul jour.

Il faut bâtir les nouveaux partis et la nouvelle Internationale sur une base nouvelle : telle est la clé qui permet de résoudre l'ensemble des autres tâches. Le rythme et les délais de cette nouvelle construction révolutionnaire dépendent de toute évidence du cours général de la lutte des classes, des victoires et défaites à venir du prolétariat. Les marxistes, cependant, ne sont pas fatalistes. Ils ne se déchargent pas sur le « processus historique » des tâches que le processus historique leur a précisément imposées. L'initiative d'une minorité consciente, un programme scientifique, l'agitation courageuse et inlassable au nom d'objectifs clairement formulés, l'impitoyable critique de toute ambiguïté - ce sont là quelques-uns des facteurs les plus importants pour la victoire du prolétariat. Sans un parti révolutionnaire soudé et aguerri une révolution socialiste est inconcevable.

Les conditions sont difficiles, les obstacles sont grands, les tâches sont colossales, mais il n'y a aucune raison d'être pessimiste ni de perdre courage. Malgré toutes les défaites du prolétariat, la situation de l'ennemi de classe reste sans espoir. Le capitalisme est condamné. C'est seulement dans la révolution socialiste que réside le salut de l'humanité.

La succession même des Internationales a sa propre logique interne qui coïncide avec la montée historique du prolétariat. La I<sup>re</sup> Internationale a mis en avant le programme scientifique de la révolution prolétarienne, mais elle a été victime de son manque de base de masse. La II<sup>e</sup> Internationale a sorti des ténèbres, éduqué et mobilisé des millions d'ouvriers, mais, à l'heure décisive, elle a été trahie par la bureaucratie parlementaire et syndicale, corrompue par le capitalisme prospère. La III<sup>e</sup> Internationale a donné pour la première fois l'exemple d'une révolution prolétarienne victorieuse, mais elle a été broyée entre les meules de la bureaucratie de l'Etat soviétique isolé et de la bureaucratie réformiste d'Occident. Aujourd'hui, dans les conditions de l'effondrement définitif du capitalisme, la IV<sup>e</sup> Internationale, dressée sur les épaules de ses devancières, enrichie par l'expérience de leurs victoires et de leurs défaites, mobilisera les travailleurs de l'Occident et de l'Orient pour l'assaut définitif contre les bastions du capitalisme mondial.

*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*

Signé :

*Revolutionair Socialistische Arbeiders Partij* (R.S.A.P.) : P. J. Schmidt, H. Sneevliet.

*Workers Party of the United States* (W.P.U.S.) : A.J. Muste, James P. Cannon.

*Secrétariat international de la Ligue communiste internationale* (bolcheviks-léninistes) : Crux, Dubois, Martin<sup>55</sup>.

*[Groupe bolchevik-léniniste de la S.F.I.O.]*

*Workers Party of Canada* (W.P.C.) : J. MacDonald, M. Spector<sup>56</sup>]

<sup>52</sup> Les comités « Amsterdam-Pleyel » avaient été formés après les congrès mondiaux « pour la paix » (Amsterdam, 1932) et « contre le fascisme » (Pleyel, 1933), tous deux organisés par l'I.C. avec le concours de personnalités.

<sup>53</sup> Allusion au comité ad hoc constitué par la conférence de II.A.G. en février 1935.

<sup>54</sup> Allusion à la « déclaration des quatre ».

<sup>55</sup> Rappelons que Crux était le pseudonyme de Trotsky, Dubois celui de Ruth Fischer, et Martin celui d'Alfonso Leonetti.

<sup>56</sup> Jack MACDONALD (1888-1941), écossais émigré au Canada en 1912, métallurgiste, était dirigeant de l'I.L.P. d'Ontario quand il fut gagné au communisme par Spector en 1921. Il fut secrétaire du Workers Party (organisation « légale » du P.C. clandestin), puis du P.C. du Canada, jusqu'en 1929 date à laquelle il fut écarté de la direction comme « droitier ». Exclu en 1930, il rejoignit l'Opposition de gauche et fut l'un des fondateurs du Workers Party of Canada. Maurice SPECTOR (1898-1968) était né en Russie, et avait émigré, encore enfant, au Canada. Il y gagna MacDonald au communisme et fut, à 24 ans, président du parti. En 1928, il était membre de l'exécutif de l'I.C. quand il fut gagné, en même temps que Cannon, aux idées de l'Opposition de gauche russe. Exclu du P.C. du Canada en novembre 1928, il milita ensuite au sein de la C.L.A., puis du Workers Party of Canada. La signature du G.B.L. et celle du W.P.C. ne figurent pas dans le texte publié dans le *Bulletin* russe.

Nous joignons en annexe la « déclaration des quatre » sur les principes fondamentaux de la IV<sup>e</sup> Internationale<sup>57</sup>. Pas une ligne de cette déclaration n'a vieilli. La présente lettre n'est qu'une reformulation de la « déclaration des quatre » à la lumière des dix-huit mois écoulés.

Nous appelons tous les partis, les organisations, les fractions, dans les vieux partis comme dans les syndicats, toutes les associations et groupes ouvriers révolutionnaires qui sont d'accord avec nous sur les principes fondamentaux et sur la grande tâche que nous avons énoncée - la préparation et la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale - à nous adresser leurs signatures pour cette « Lettre ouverte », leurs propositions et critiques. Des camarades isolés qui, jusqu'à présent, n'ont pas été liés à notre travail, pourront, s'ils désirent sérieusement rejoindre nos rangs communs, entrer en contact avec nous.

Les organisations qui ont pris cette initiative et sont les signataires de la « Lettre ouverte » ont décidé de créer un Comité provisoire de contact entre partis et groupes qui sont sur la position de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le comité provisoire a reçu mission de publier un bulletin d'information.

A l'avenir, le comité devra assurer l'élaboration régulière et collective des documents programmatiques et tactiques fondamentaux de la IV<sup>e</sup> Internationale.

La question de la préparation d'une conférence internationale sera tranchée en fonction des réponses reçues et du cours général du travail préparatoire.

---

<sup>57</sup> Allusion à la « déclaration des quatre ».

## Vers la nouvelle internationale de jeunesse

Été 1935

---

Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Ce texte, traduit de l'anglais, non daté, est vraisemblablement du début juin.

---

La discussion actuelle dans le bureau de Stockholm est de la plus grande importance pour le développement de notre organisation de jeunesse. Du fait que le représentant du S.A.P. se sent obligé de signer la déclaration de notre délégué<sup>58</sup>, il semble que la situation soit très favorable. Pour qu'elle produise tous les résultats souhaités, il nous faut poursuivre jusqu'au bout, sans la moindre concession. Toutes nos sections jeunes devront déclarer qu'elles refusent catégoriquement de collaborer sous quelque forme que ce soit avec le *Mot Dag*<sup>59</sup> - lequel, soit dit en passant, a refusé de laisser notre délégué assister à ses réunions et prendre part à la vie de son organisation.

Si les Suédois acceptent de retirer au *Mot Dag* son mandat et d'être directement représentés, nous n'aurons pour le moment rien d'autre à faire que de renouveler notre proposition de réorganiser de façon plus équitable le bureau de Stockholm, c'est-à-dire de l'organiser conformément au rapport de forces réel, avec un bureau de cinq membres (S.I., France, Hollande, S.A.P., Suède). Même si cette solution est adoptée - ce qui n'est pas sûr du tout - elle ne pourrait constituer qu'une étape, puisque l'avenir de l'organisation internationale de la jeunesse est totalement lié au développement de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Dès que la « Lettre ouverte pour la IV<sup>e</sup> Internationale<sup>60</sup> » aura été signée, elle devra, bien entendu, être adressée au bureau de Stockholm - ou, plus exactement, à celui qui va être constitué demain.

Quand le bureau pour la IV<sup>e</sup> Internationale sera créé, la jeunesse se regroupera évidemment en fonction de ses positions politiques : pour ou contre la IV<sup>e</sup> internationale.

La proposition du camarade Held<sup>61</sup> de créer à Paris un secrétariat provisoire et de convoquer une conférence internationale extraordinaire de la jeunesse doit être subordonnée aux progrès du travail spécifié ci-dessus. Si la convocation d'une conférence pour la IV<sup>e</sup> Internationale se révèle réalisable dans un délai relativement court, il serait tout à fait juste de convoquer en même temps une conférence de la jeunesse, et au même endroit, pour des raisons qu'il est inutile de développer. Sinon, il est évidemment possible d'envisager de convoquer de façon indépendante une conférence de la jeunesse en fonction des ressources matérielles, des possibilités techniques, etc.

En tout cas, si le bureau de Stockholm est définitivement brisé, ce qui est parfaitement possible, il appartiendra au S.I., en accord avec les jeunes, de garantir l'existence à Paris d'un secrétariat provisoire.

---

<sup>58</sup> Le bureau de la jeunesse avait vécu depuis sa création dans un état de crise chronique. Les jeunes de Suède, à qui la conférence de fondation avait confié le secrétariat, en avaient été absentes. Aussi sa direction avait-elle confié son mandat aux jeunes du groupe norvégien *Mot Dag*. Quelques mois plus tôt, au lendemain de la conférence de l'I.A.G., Trotsky, mécontent de l'hégémonie exercée dans le bureau par le représentant du S.A.P., Willy Brandt, avait demandé que Walter Held, le représentant de la L.C.I. au bureau, soit mandaté pour exiger une réorganisation comportant notamment l'élargissement du bureau aux représentants de la jeunesse du R.S.A.P., la R.S.J.V., et aux jeunes socialistes françaises. Depuis, cependant, la situation semblait s'être modifiée. En effet, le *Mot Dag*, qui se rapprochait très vite des positions politiques du D.N.A. depuis l'accession de ce dernier au pouvoir en Norvège, avait en outre approuvé les déclarations de Staline à Pierre Laval et se félicitait du tournant des sections de l'I.C. vers la défense nationale. Held avait immédiatement proposé une lettre du bureau aux jeunes suédoises exigeant qu'elles désavouent le *Mot Dag* et retirent le mandat qu'elles lui avaient confié. Willy Brandt avait accepté de signer cette lettre.

<sup>59</sup> Le groupe *Mot Dag* s'était créé au sein du D.N.A. dans le début des années vingt, sur la gauche, autour du journal du même nom. Il avait participé à la conférence de Paris des partis socialistes de gauche en 1933, et Trotsky - qui avait rencontré en 1932 à Copenhague son dirigeant Erling Falk - espéra un moment le gagner au bloc des quatre. Mais en 1935, Falk, gravement malade, était sur le point de mourir et son groupe se décomposait très vite, adhérant aux positions social-patriotes et se rapprochant du D.N.A. Le groupe *Mot Dag* avait refusé toute participation de Held à son activité en Norvège.

<sup>60</sup> Voir document précédent.

<sup>61</sup> Heinz Epe, dit Walter Held, au printemps de 1934, s'était fixé en Norvège pour participer aux activités du bureau de la jeunesse où il était le représentant de la L.C.I.